



Conseil Municipal du Jeudi 26 septembre 2013

COMPTE RENDU INTEGRAL

L'an deux mille treize, le jeudi 26 septembre, à 20 h, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Pierre OGOR, Maire.

Étaient présents : Mmes et MM. Daniel FERELLOC, 1^{er} Adjoint, Catherine CORRE, 2^{ème} Adjointe, Jean-Yves VAUCELLE, 3^{ème} Adjoint, Nadine VOURC'H, 4^{ème} Adjointe, Alain CUEFF, 5^{ème} Adjoint, Isabelle NEDELEC, 6^{ème} Adjointe, André GUILLAUME, 7^{ème} Adjoint, Nadine YVEN, 8^{ème} Adjointe.

Mmes et MM. Jean-Louis DENNEULIN, Florence MADHI, Ghislaine BERGOT, Ronan ARGOUARC'H, Michel BILLET, Pascale MAHÉ, Bernard CLERET, Anne LE GALL, Odile LÉON, Jean-Yves CARN, Yves GOARZIN, Henri LE SIOU, Lionel BEGOC.

Assistait également à la réunion :

M. Didier PLUVINAGE, Directeur

Absents excusés :

| | | |
|---------------------|-----------------------------------|------------------|
| Gilbert QUENTEL | qui a donné procuration de vote à | Pierre OGOR |
| Bruno BOULAY | qui a donné procuration de vote à | Catherine CORRE |
| Valérie KOULMANN | qui a donné procuration de vote à | Ghislaine BERGOT |
| Arthur QUEMENEUR | qui a donné procuration de vote à | Daniel FERELLOC |
| Flavie URIEN | qui a donné procuration de vote à | Isabelle NEDELEC |
| Dominique BLANCHARD | qui a donné procuration de vote à | Alain CUEFF |
| Jean-Marc ROLLAND | qui a donné procuration de vote à | Bernard CLERET |

Secrétaire de séance :

Michel BILLET

La convocation à la présente réunion a été affichée et adressée aux conseillers municipaux le jeudi 19 septembre 2013.

Nombre de conseillers :
en exercice.....29
présents.....22
votants.....29

S O M M A I R E

| | |
|---|----|
| CM 2013/55 - Installation d'un nouveau conseiller suite à la démission de Fabienne SOURY | 3 |
| CM 2013/56 - Modification de la commission Lien social. | 4 |
| CM 2013/57 - Modification de la commission de la révision de la liste électorale | 4 |
| CM 2013/58 - Information au Conseil Municipal concernant l'installation d'un columbarium au cimetière rue de Milizac. | 5 |
| CM 2013/59 - Présentation du rapport d'activité BMO 2012. | 6 |
| CM 2013/60 - Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité de l'eau potable et de l'assainissement 2012. | 7 |
| CM 2013/61 - Point sur la rentrée scolaire et information concernant le bilan périscolaire 2012-2013, bilan espace jeunes saison 2012-2013. | 9 |
| CM 2013/62 - Ecoles : répartition intercommunale des charges de scolarisation. | 11 |
| CM 2013/63 - Participation communale aux charges de fonctionnement de l'école Sainte Thérèse. | 12 |
| CM 2013/64 - Renouvellement de la convention de financement de l'enseignement du breton. | 13 |
| CM 2013/65 – Dénomination de la Médiathèque de Guilers. | 15 |
| CM 2013/66 - Dénomination d'une voie. | 16 |
| CM 2013/67 - Comité des Œuvres Sociales – Avenant à la convention d'objectif. | 17 |
| CM 2013/68 - Subvention au Comité des Œuvres Sociales. | 17 |
| CM 2013/69 - Décision modificative n°1 au budget 2013. | 18 |
| CM 2013/70 - Admission en non-valeur d'une créance irrécouvrable. | 19 |
| CM 2013/71 - Association Solex Iroise : subvention exceptionnelle, subvention annuelle. | 19 |
| CM 2013/72 - Participation 2013 au syndicat du vélodrome Brest Ponant Iroise. | 20 |

Le Maire ouvre la séance et propose à l'assemblée de désigner Michel BILLET comme secrétaire de séance. Celui-ci procède à l'appel. En l'absence d'observations particulières le compte rendu de la dernière séance est adopté à l'unanimité.

Avant d'aborder le premier point à l'ordre du jour, le Maire revient sur la délibération prise le 26 juin 2013 concernant les communes sinistrées afin d'informer le Conseil Municipal de l'avancée de ce dossier. Il explique que la somme de 1000 € prévue a bien été versée, 500 € au département des Hautes Pyrénées et 500 € au Département des Hautes Garonne et précise que pour le moment il n'y a pas de retour concernant l'utilisation de ces fonds. Puis il évoque la raison du retrait d'un dossier initialement prévu à l'ordre du jour des commissions à savoir « subvention Don Bosco ». En effet celui-ci n'était pas prêt au niveau administratif, certaines informations étant manquantes. Il revient plus en détail sur les raisons : lors du vote du budget au mois de février dernier une subvention de 100 000 € a été affectée pour aider la structure. Cette subvention a été inscrite au budget en fonctionnement à la demande du Trésorier qui expliquait qu'elle ne pouvait pas figurer en investissement. La subvention qui devait être mandatée en juillet à l'association Don Bosco n'a pas pu l'être car le Trésorier, à l'inverse de ce qui avait été dit au préalable, a expliqué qu'elle aurait dû être en inscrite en investissement et non en fonctionnement. Une réunion a donc eu lieu avec l'association Don Bosco afin de leur expliquer le retard et trouver une solution commune pour que le versement ait lieu. La convention est établie avec l'Association Don Bosco, il ne manque à l'heure actuelle que l'avis des services de l'état concernant la participation du FCTVA à la dépense, qui aurait dû parvenir en amont du conseil mais cela n'a pas été le cas. Ce dossier passera, par conséquent, au prochain conseil.

Pascale MAHE souligne que l'important c'est la volonté d'aider cette association dans la réalisation de son projet afin que des personnes puissent être hébergées à un coût abordable. Elle ajoute que des difficultés administratives se produisent parfois.

CM 2013/55- **Installation d'un nouveau conseiller suite à la démission de Fabienne SOURY**

Le Maire explique que Madame Fabienne SOURY a fait savoir, par courrier du 1^{er} juillet 2013, qu'elle démissionnait du Conseil Municipal en raison de son activité professionnelle, de ses responsabilités en tant que présidente d'association et de sa vie familiale.

Un siège se trouve donc vacant au sein du Conseil Municipal.

En vertu de l'article L2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, et conformément à l'article L 270 du Code électoral, Lionel BEGOC, suite au refus de Marie-Christine PANSART de siéger au sein du Conseil Municipal, devient Conseiller Municipal.

Monsieur le Maire procède donc à l'installation de Lionel BEGOC dans ses fonctions de Conseiller Municipal.

Le tableau du Conseil Municipal est modifié comme indiqué dans le document joint.

CM 2013/56- **Modification de la commission Lien Social**

Le Maire donne lecture de la délibération suivante :

La Commission Lien Social est composée de Nadine VOURCH, Isabelle NEDELEC, Ghislaine BERGOT, Fabienne SOURY, Pascale MAHE, Anne LE GALL, Yves GOARZIN et Henri LE SIOU.

Suite au départ de Fabienne SOURY, il est proposé au Conseil Municipal d'ajouter Lionel BEGOC dans la commission Lien Social.

Commission Administration Générale et Finances : accord de la commission.

Commission Urbanisme et Développement : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Vie Associative et Scolaire : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Lien social : accord de la commission.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des 29 votants, ajoute Lionel BEGOC dans la commission Lien Social.

Pascale MAHE souligne que c'est au sein de la commission Lien Social que s'effectuent à chaque fois les remplacements. 3 hommes ont remplacé 3 femmes, c'est très bien pour la parité dans la commission même si cela l'est moins pour celle du Conseil Municipal.

CM 2013/57- **Modification de la commission de la révision de la liste électorale**

Le Maire donne lecture de la délibération suivante :

La désignation des représentants pour la commission de la révision de la liste électorale a été approuvée lors du conseil du 27 mars 2008 suivant la composition suivante :

- Monsieur Le Maire ou son représentant
- 5 délégués du Conseil Municipal
- 1 délégué de l'administration
- 4 délégués du Tribunal de Grande Instance

Les 5 délégués du conseil municipal nommés étaient : Jean-Yves Vaucelle, Fabienne Soury, Dominique Blanchard, Florence Mahdi et Jean-Yves Carn.

Par décision du Conseil Municipal du 20 décembre 2012 Odile Léon a été nommée afin de remplacer Jean-Yves Carn.

Fabienne SOURY ayant démissionné de son poste de conseillère municipale, il convient de désigner un remplaçant.

La composition de la commission ayant été validée lors du conseil municipal du 27/03/2008, toute modification au niveau des conseillers membres doit faire l'objet d'une délibération en conseil.

Il est proposé au conseil municipal de valider le remplacement de Fabienne SOURY par Lionel BEGOC au sein de la commission électorale.

Commission Administration Générale et Finances : accord de la commission.

Commission Développement et urbanisme : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Vie associative et scolaire : La commission a pris connaissance du dossier.

Commission Lien Social : accord de la commission.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des 29 votants, valide le remplacement de Fabienne SOURY par Lionel BEGOC au sein de la commission électorale.

CM 2013/58- **Information au Conseil Municipal concernant l'installation d'un columbarium au cimetière**

Daniel FERELLOC informe le conseil qu'il reste actuellement 5 cases libres dans le columbarium au cimetière. Une consultation a été lancée auprès d'entreprises spécialisées pour l'acquisition de cases complémentaires.

L'entreprise GRANIMOND a été retenue en raison de la qualité de son offre, de son originalité et son caractère économiquement avantageux. - Projet EQUINOXE (VOIR SCHEMA et plan d'implantation joint en annexe)

Ces columbariums seront installés à l'intérieur d'un espace ouvert, finalisé par une pergola.

Monsieur le Maire, dans le cadre de sa délégation générale a signé un bon de commande pour l'acquisition de ces 22 cases en granit rose (breton) avec portes noires pour un montant TTC de 13 166,76 € TTC.

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance de l'information.

Commission urbanisme et développement : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Vie associative et scolaire : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Lien social : la commission a pris connaissance du dossier.

Le Conseil Municipal a été informé.

Le Maire précise également le calendrier d'exécution des travaux et souligne les raisons qualitatives du choix de l'architecture des columbariums.

CM 2013/59- **Présentation du rapport d'activité Bmo 2012**

Le Maire rappelle que : l'article L5211-39 du CGCT dispose que : « le président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier. »

Le rapport d'activité ici présenté a été distribué aux conseillers communautaires et adressé aux Maires des communes membres.

Ce document de 233 pages relate dans le détail toutes les activités de la collectivité au cours de l'année 2012. Il peut être utile de revoir la carte d'identité de Bmo (page 18) ainsi que les grandes masses du compte administratif tant en fonctionnement qu'en investissement. (voir graphiques page 29 à 38). Les publications et les sites internet de la ville de Brest et de Bmo y sont recensés de la page 19 à la page 21. Des données démographiques, économiques et sociales figurent page 22 et suivantes.

L'ensemble des documents précités sera annexé à cette présentation.

Notre commune est évidemment associée et concernée par les décisions communautaires qui engagent l'avenir, mais il est utile de rappeler les chantiers et les réalisations de proximité qui ont pour but d'améliorer la qualité du patrimoine public et aussi la vie des habitants :

Pôle solidarités – Citoyenneté – Proximité :

Direction Prévention des Risques et tranquillité Urbaine - Missions d'expertise et de conseil sécurité : 19 dossiers de manifestations se déroulant sur le Parc de Penfeld et le Manoir de Keroual.

Pôle Espace Public et Environnement :

Direction Voirie-Réseaux-Infrastructures – Dans le cadre de la rénovation du patrimoine et des économies d'énergie des mâts et des luminaires ont été remplacés sur l'ensemble du territoire de Bmo et notamment à Guilers quartier de Kermonfort et rue de Milizac.

La réalisation d'aménagement de sécurité (coussins berlinois et bornes cyclables) rues Mezantellou et Jean FOLL.

L'aménagement du parking du cimetière de Guilers.

Direction des Espaces Verts - Plantations autour du rond-point de Croas Ar Pennoc.

Bois de Keroual : fin des travaux d'extension de la crêperie de Keroual pour la création d'une école de crêperie, création de sanitaires accessibles PMR dans l'établissement et mise en valeur des abords.

Etude et suivi des travaux d'aménagement paysager en accompagnement des travaux de voirie sur le projet d'aménagement du parking du cimetière.

Le Bureau d'Etudes a rempli une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la ZAC de Pen Ar C'hoat.

Pôle Développement Economique et Urbain :

Direction de l'aménagement urbain – aménagements paysagers dans la ZAC de Pen Ar C'hoat.

Commercialisation de plusieurs terrains : la ZAC d'habitat de Pen Ar C'hoat avec la 1ère tranche de 100 logements et équipements d'intérêt général qui est en cours de construction.

Direction des dynamiques urbaines – opérations de renouvellement urbain : centre bourg à Guilers 3 préemptions.

Direction des Déplacements – études d'aménagements : Rues de Coat Mez, Jean FOLL, de Mézantellou, liaisons cyclables Saint Renan / Guilers et Guilers / Bohars.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de cette présentation succincte du rapport d'activités 2012 de BMO.

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris acte du dossier.

Commission Urbanisme et Développement : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Vie associative et scolaire : la commission a pris acte.

Commission Lien Social : demande de fournir les pièces annexes à la délibération. La commission a pris connaissance du dossier.

Le Conseil Municipal a pris acte de la présentation du rapport.

CM 2013/60- **Présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité de l'eau potable et de l'assainissement en 2012**

Le Maire rappelle que les articles L 2224-5 et D 2224-1 du Code général des Collectivités territoriales disposent que « Le Maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destinée notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le rapport et l'avis du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13 ».

L'article D2224-3 du même code prévoit la présentation par le Maire à son Conseil Municipal du rapport, qu'il aura reçu de l'EPCI attaché à sa commune, dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Le rapport reçu de BMO se divise en 4 grandes parties, la 5ème regroupant les annexes :

1. Note liminaire : caractéristiques générales, coût des services rendus et évolutions

2. Le service public de l'eau potable
3. Le service public de l'assainissement
4. L'assainissement non collectif

Présentation du service de l'eau en quelques chiffres :

- 55 501 abonnés dont 2961 pour Guilers
- 3 usines de production
- 29 731 m³ de production journalière pour répondre aux besoins de la communauté urbaine
- 1 747.56 km de réseaux dont 1 269.3 km de canalisations et 478.26 km de branchements
- 13 réseaux distincts alimentés par 12 réservoirs d'une capacité totale de 53 950 m³
- Une qualité de l'eau (contrôle officiel).

Présentation du service de l'assainissement en quelques chiffres :

- 49 895 abonnés
- 1173,77 km de réseaux dont 839,10 km de canalisations et 334,66 km de branchements
- 96 postes de relevage et 6 aéro-éjecteurs
- 3 stations d'épuration plus 3 unités de traitement par infiltration

Prix de vente global du m³ d'eau (hors abonnement) :

| | au 01/01/2011 | Au 01/01/2012 | Au 01/01/2013 |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Prix de vente global du m ³ TTC (hors abonnement) | 3,963 € | 4,138 € | 4,174 € |
| Augmentation en % / à l'année précédente | 2.27% | 4.42% | 0.87% |
| Décomposé de la façon suivante : | | | |
| Part de l'exploitant | 0,982 € | 1.035 € | 1.887 € |
| Part BMO assainissement | 0,861 € | 0.908 € | 0.096 € |
| Redevances (modernisation des réseaux de collecte) | | 0.214 e | 0,203 € |
| Sous total part assainissement | 1,843 € | 2,157€ | 2.186 € |
| Part de l'exploitant | 1,094 € | 1,130 € | 1.451 € |
| Part BMO eau potable | 0,447 € | 0.462 € | 0.169 € |
| Redevances Agence de l'eau | 0,579 € | 0,389 € | 0.368 € |
| Sous total part eau | 2,12 € | 1,981 € | 1.988 € |

Il est proposé au Conseil de prendre acte de la présentation de ce rapport.

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Urbanisme et Développement : la commission a pris connaissance du dossier et demande la transmission de la délibération.

Commission Vie associative et scolaire : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Lien Social : la commission a pris connaissance du dossier et demande la transmission des pièces annexes.

Le Conseil Municipal a pris acte de la présentation du rapport.

Le Maire explique qu'en 2012 au 1^{er} avril un transfert de l'eau et l'assainissement à la SPL Eau du Ponant a eu lieu.

CM 2013/61- **Point sur la rentrée scolaire et information concernant le bilan périscolaire 2012-2013, Bilan saison 2012 - 2013 de l'espace jeunes**

Catherine CORRE présente, comme chaque année, un point sur la rentrée au Conseil municipal ainsi qu'un bilan du périscolaire. (joint en annexe).

Une présentation du bilan de la saison 2012-2013 de l'espace jeunes, joint en annexe, est également effectuée.

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Urbanisme et Développement : la commission a pris connaissance du dossier et souhaite savoir comment est calculé le coût moyen de fonctionnement.

Commission Vie Associative et Scolaire : la commission a pris connaissance du dossier. Une demande a été faite pour obtenir la courbe historique du nombre d'élèves par école. Il a été également demandé la raison de la baisse des actes en accueil périscolaire.

Commission Lien Social : la commission a pris connaissance du dossier. Demande d'avoir un graphique qui différencie la maternelle et le primaire. Concernant le bilan espace jeunes la commission souhaite savoir quels sont les intervenants sur les activités artistiques.

Odile LEON prend la parole :

« Monsieur le Maire,

Le constat que nous pouvons faire à la lecture des chiffres mis en avant dans la présentation est le suivant : on observe entre 2007 et 2013 une diminution de 46 du nombre d'élèves scolarisés dans les écoles primaires et maternelles et parallèlement une augmentation de 99 élèves dans les collèges due en partie à la nouvelle sectorisation et l'arrivée des collégiens de Milizac.

En commission nous avons demandé la correction dans l'intitulé de la courbe « évolution du total des écoles publiques et privées » à remplacer par : « évolution du total des écoles publiques et privées » (écoles et collèges).

Merci »

Le Maire commente un tableau (joint en annexe) donnant en détail les chiffres pour chaque école sur 10 ans. Globalement Guilers est dans une phase d'augmentation, il y a eu

2 demi postes d'enseignants de créés l'année dernière, ½ pour la maternelle Pauline Kergomard et ½ pour la maternelle Chateaubriand et ½ cette année de créé sur l'élémentaire Chateaubriand.

Les trois écoles comportent à peu près le même nombre d'élèves.

Odile LEON rappelle que son intervention était un constat et non une critique.

Pascale MAHE explique que le souhait des membres de l'opposition était que soit revu l'intitulé de la courbe (diaporama 5 du document joint en annexe) qui leur a été transmise car il n'y a pas 968 élèves en maternelle et primaire à Guilers, les collégiens sont inclus dans celle-ci par conséquent il faut le préciser dans le titre.

Jean-Yves CARN demande s'il est possible de connaître le nombre de collégiens habitant à l'extérieur de Guilers afin d'avoir un point de vue sur l'évolution de la sectorisation.

Pascale MAHE rappelle que le Département a sectorisé autrement les collèges, que les élèves de Milizac sont orientés aujourd'hui sur Guilers alors qu'ils l'étaient au préalable sur Saint Renan. Le collège de Guilers de ce fait garde sa capacité optimale, ce qui est non négligeable pour la commune. Aujourd'hui ils sont 67 collégiens venant de Milizac sans oublier ceux de Bohars.

Le Maire évoque ensuite la nécessité d'avoir un parking plus grand au niveau du collège de Croas Ar Pennoc afin de garantir la sécurité.

Pascale MAHE répond qu'une réunion est prévue en octobre entre les services techniques du Conseil Général et le collège, des propositions seront faites par la suite.

Catherine CORRE poursuit par la présentation du secteur périscolaire.

Le Maire explique les raisons, au niveau des actes périscolaires, de l'augmentation de ceux-ci en 2010/2011 puis explique la correction apportée au graphique, suite à une erreur de calcul à la base qui a été signalée à la CAF puis à une erreur de reproduction du mauvais chiffre sur le graphique par la suite. Cependant une diminution est toujours observée en 2011/2012 pour laquelle les causes sont difficiles à expliquer.

Pascale MAHE souhaite savoir quelles sont les personnes qui interviennent sur les activités.

Le Maire et Catherine CORRE répondent qu'il s'agit d'associations comme Dézépions, des associations de la commune et des animateurs de l'espace Jeunes.

Le Maire répond ensuite à la question concernant le calcul du coût d'un élève. Il explique que ce coût de 693 € est basé sur le compte administratif 2012, que les dépenses prises en compte sont des dépenses obligatoires, dépenses afférentes uniquement aux dépenses d'enseignement donc hors dépenses périscolaires (cantine et garderie).

Sont prises en compte les dépenses suivantes : rémunérations des personnels d'entretien ; dépenses d'entretien liées aux activités d'enseignement ; mobilier scolaire et mobilier collectif d'enseignement ; matériel informatique ; fournitures scolaires et matériel pédagogique ; rémunérations des ATSEM ; quote-part part des services généraux de l'administration et les dépenses liées aux activités scolaires obligatoires (transport etc...). Ces dépenses sont fixées de manière non exhaustive par le CGCT comme faisant partie des dépenses obligatoires des communes. Ce coût est remonté aux services de l'état chaque année. Il est susceptible de varier.

Enfin le Maire parle de la rentrée qui s'est bien passée. Les travaux prévus au niveau des écoles sont en grande partie terminés et les directeurs des écoles ont fait part de leur satisfaction. Concernant l'école Pauline Kergomard il y aurait besoin d'améliorer les espaces existants. Une étude de faisabilité est en cours pour une extension de celle-ci, un cahier des charges a été élaboré. L'objectif est de refaire une distribution, d'anticiper l'augmentation liée au futur développement de la zone de Pen Ar C'hoat et de faire face à

L'augmentation du nombre d'élèves fréquentant les cantines, évolution liée à un changement de société.

Concernant le bilan de l'Espace Jeunes, Odile LEON remarque que les jeunes se sont rendus à Saint Jean de Monts et qu'il en est de même pour les aînés.

Catherine CORRE fait état de la bonne participation des filles grâce, notamment, au travail des animateurs.

Le Maire confirme et fait part de toute sa satisfaction.

Le Conseil Municipal a pris acte de ces présentations.

CM 2013/62- **Ecole - Répartition intercommunale des charges de scolarisation**

Catherine CORRE donne lecture de la délibération suivante :

L'article L212-8 du code de l'éducation fixe le principe de répartition intercommunale des dépenses de fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires accueillant des enfants de plusieurs communes.

Principe général

Une commune, pourvue d'une capacité d'accueil suffisante pour scolariser tous les enfants résidant sur son territoire n'est tenue de participer aux charges supportées par les communes d'accueil, que, si son maire a donné son accord préalable à la scolarisation des enfants concernés hors commune.

Cas dérogatoire

Toutefois, dans 3 cas prévus par l'article R212-21 du code de l'éducation, une commune ne peut refuser de participer aux charges de scolarisation d'enfants domiciliés sur son territoire et inscrits dans une école d'une autre commune, même si elle dispose d'une capacité d'accueil suffisante :

- Lorsque les 2 parents exercent une activité professionnelle et qu'il n'y a pas de service de garderie ou de cantine dans la commune de résidence.
- Lorsque l'état de santé de l'enfant le nécessite
- Lorsqu'un frère ou une sœur est inscrit dans une école maternelle ou élémentaire de la commune d'accueil. Pour relever de ce dernier cas dérogatoire, il est nécessaire que l'inscription du premier enfant soit justifiée, soit par l'un des deux cas, soit par l'absence de place au moment de l'inscription, soit par la poursuite de la scolarité maternelle ou élémentaire commencée.

Les communes de Brest Métropole Océane ont convenu de ne pas instituer de participation aux charges de scolarisation des enfants domiciliés et scolarisés sur leurs territoires, quel que soit la commune de résidence et la commune d'accueil. Concernant les communes extérieures à Brest Métropole Océane, il est proposé de demander une participation correspondant au coût de fonctionnement des écoles publiques de la commune tel qu'il est annuellement transmis à la sous-préfecture.

Pour l'année civile 2013, ce coût s'élevait à 693 euros.

Pour information :

| ELEVES DOMICILIES HORS BMO | | ELEVES DOMICILIES SUR BMO | |
|----------------------------|---|---------------------------|----|
| COAT-MEAL | 3 | PLOUZANE | 2 |
| TREOUERGAT | 3 | BOHARS | 4 |
| BRELES | 1 | BREST | 10 |
| MILIZAC | 1 | GOUESNOU | 2 |
| LOCMARIA-PLOUZANE | 2 | | |

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le principe de cette participation.

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Vie associative et scolaire : la commission a pris connaissance du dossier.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, approuve le principe de cette participation.

CM 2013/63- Participation communale aux dépenses de fonctionnement de l'école Sainte - Thérèse

Catherine CORRE donne lecture de la délibération suivante :

Le montant du forfait doit être égal au montant de la participation de la commune pour les élèves des écoles publiques (article L442 du code de l'éducation). Ce montant basé sur le coût moyen de fonctionnement d'un élève des écoles publiques de l'année n-1 est de 693 €.

Considérant que la participation des communes aux charges de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association est une dépense obligatoire.

Considérant que du fait de son caractère obligatoire, le montant du forfait ne nécessite pas le passage d'une convention.

Considérant que le montant du forfait doit être fixé par délibération.

Il est proposé au Conseil municipal de fixer le montant du forfait à 693€ par élève.

Le montant total de la participation sera calculé sur la base du nombre d'élèves domiciliés sur BMO présents à la rentrée 2013/2014. Il sera versé en deux fois : pour moitié en janvier 2014 et pour moitié en avril 2014.

Pour 2014, le montant total de la participation de la commune pour les élèves scolarisés à Sainte -Thérèse s'élèvera à :

263 élèves X 693 € soient 182 259 € (le montant 2013 était de 187 142€ soit 683€ * 274 élèves).

Pour information, 29 élèves sont domiciliés hors BMO :

Saint-Renan : 13
Brélès : 1
Ploudalmezeau : 3
Coat-Méal : 2
Milizac : 6
Guipronvel : 3
Plougonvelin : 1

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Vie associative et scolaire : la commission a pris connaissance du dossier.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, fixe le montant du forfait à 693€ par élève.

CM 2013/64- **Initiation à la langue bretonne dans les écoles primaires publiques - renouvellement de la convention triennale**

Catherine CORRE donne lecture de la délibération suivante :

Depuis 2007, la commune de Guilers est engagée dans un dispositif de soutien de la langue bretonne dans le cadre du temps scolaire. Une convention triennale en a réglé le financement.

L'école Pauline Kergomard bénéficie de cette initiation depuis 2007 à hauteur pour l'année scolaire dernière de 30 heures par classe (4 classes) en moyenne.

Cette initiation est cofinancée par le Conseil Général et la Région et est dispensée par SKED, sur la base d'un marché passé par le Conseil Général.

Evolution du financement depuis 2007 :

La participation de la commune a évolué comme suit :

| Année scolaire | Participation commune en % | COUT TOTAL | Commentaires |
|----------------|----------------------------|------------|---|
| 2007/2008 | 15% | 986.57€ | Coût horaire : 44,40€ |
| 2008/2009 | 30% | 1973,14€ | Coût horaire : 44.40€ |
| 2009/2010 | 50% | 3273,00€ | Coût horaire : 54.55€ |
| 2010/2011 | 50% | 1719.25€ | Coût horaire : 54.55€ mais moins d'heures et 3 classes au lieu de 4 |

| | | | |
|-----------|-----|----------|---|
| 2011/2012 | 50% | 2080.75€ | Coût horaire : 54.55€ 4 classes, intégration de l'aide région |
| 2012/2013 | 50% | 2044.12€ | Idem |

Depuis la rentrée scolaire 2013-2014, le Conseil Général n'est plus maître d'ouvrage et substitue les marchés publics par des subventions.

Les interventions sont désormais organisées et supervisées par la Direction Académique des services de l'Education Nationale et mises en œuvre par des salariés d'associations qui se sont vus délivrer une habilitation par les services académiques comme association complémentaire de l'enseignement publique (SKED).

La répartition indicative du coût par classe pour l'année scolaire 2013-2014 est la suivante :

- Département : 902.5€
- Commune : 594€
- Région : 303.5€

Le mode de calcul est donc modifié : au coût horaire est substitué un forfait par classe. Pour information cela équivaut à un coût horaire d'environ 60€.

La nouvelle convention se baserait sur la participation de la commune de 594€ par classe sur la durée de la convention à hauteur de 30 séances par an et par classe (4 classes) soit un total de 2376€

Il est proposé au conseil municipal d'approuver les termes de la convention, jointe à la délibération avec le tableau financier, et d'autoriser le maire à la signer.

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Vie associative et scolaire : accord de la commission.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve les termes de la convention et autorise le maire à la signer.

Le Maire explique qu'il sera vigilant sur le tarif horaire qui ne cesse d'augmenter depuis le début pour la commune, il ne remet pas en cause l'intérêt de la pratique de la langue bretonne mais il ne comprend pas cette inflation systématique du coût.

Pascal MAHE partage la vision du Maire et explique que c'est pour cela que le Conseil Général n'a plus souhaité être maître d'ouvrage car les demandes des deux associations (Finistère nord et Finistère sud) étaient exponentielles. La décision a donc été prise de participer sous forme de subvention.

CM 2013/65- **Dénomination de la Médiathèque pour ses 20 ans**

André GUILLAUME donne lecture de la délibération suivante :

A l'occasion des 20 ans de la Médiathèque, inaugurée en septembre 1993, deux jours d'animations seront proposés les 27 et 28 septembre prochain. Cet anniversaire sera l'occasion d'attribuer un nom au bâtiment.

Pour ce faire, un appel a été lancé à l'ensemble des guilériens afin qu'ils soient acteurs dans le choix de ce nom.

Un comité composé d'élus et de techniciens s'est réuni afin de faire un choix au sein des quelques 40 propositions.

Le nom proposé par Alana LOISEAU a retenu l'attention de ce comité.

Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer à la Médiathèque de Guilers le nom de « Guilthèque ».

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Urbanisme et Développement : accord de la commission.

Commission Vie associative et scolaire : accord de la commission.

Commission Lien Social : la commission a pris connaissance du dossier.

Pascale MAHE prend la parole :

« Mr le Maire,

Choisir un nom pour une médiathèque n'est sans doute pas facile vu l'ensemble des tâches qu'assure un tel établissement : littérature, musique, cinéma, documentaires, reportages... Cependant ces différents domaines ne manquaient pas de femmes et d'hommes dont les noms auraient pu parfaitement être associés à la Médiathèque. Sur la commune, différents lieux portent des noms, par exemple : le complexe sportif Louis Ballard, le jardin Pierre Stervinou, l'Espace Marcel Pagnol, les écoles Pauline Kergomard et Chateaubriand. Il était aussi possible de choisir un mot de la langue française (qui ne manque pas de mots) qui aurait convenu à l'établissement (exemple : l'Agora pour le centre socio culturel) Mais il nous faut nous prononcer sur une création : « la Guilthèque », un concentré de Guilers et de Médiathèque !!! Elle aurait pu tout aussi bien s'appeler la Médiaguil. Aussi devant ce choix et sans vouloir aucunement critiquer l'enfant qui l'a trouvé, notre groupe s'abstiendra. Merci.»

Le Maire rappelle qu'une urne a été déposée dans le hall de la Mairie pendant des semaines afin de recueillir les idées de la population guilérienne. Concernant le choix, la sobriété a été privilégiée et les noms propres d'auteurs proposés ne correspondaient pas à l'évolution de ce lieu (évolution des médias...). Parmi les propositions le comité (formé d'élus et de techniciens) a privilégié ce nom « Guilthèque ».

Il profite de ce sujet Médiathèque pour informer le Conseil Municipal que lors d'une prochaine séance un dossier concernant la mutualisation éventuelle des médiathèques sera proposé. Un courrier sera prochainement adressé à Bmo concernant ce sujet afin de prévenir que la ville de Guilers s'engagera dans cette démarche mais il faut qu'il y ait au préalable une discussion afin d'éclaircir certains points concernant cette mutualisation.

Pascale MAHE explique que l'opposition partage tout à fait le point de vue de la municipalité concernant la lecture publique à l'échelle de Bmo, c'est une bonne chose.

Le conseil municipal, par 22 voix pour et 7 abstentions, attribue à la Médiathèque de Guilers le nom de « Guilthèque ».

CM 2013/66- **Dénomination d'une voie**

Le Maire donne lecture de la délibération suivante :

Dans le cadre des cérémonies commémoratives du 11 novembre 2013, la commune inaugurerait le nouveau Monument aux Morts.

Parallèlement, vu l'autorisation du Préfet maritime de l'Atlantique, Jean-Pierre LABONNE, nous procéderons, ce même jour, à l'inauguration d'une allée située sur le site du Fort de Penfeld (photo annexée), du nom de « Jean Henry », Guilérien d'origine, engagé dans les commandos et fusillé par les rebelles Vietminh en 1951 à Ninh Binh en Indochine.

En dénommant cette allée du nom de « Jean Henry », c'est également l'occasion pour la ville de Guilers de perpétuer sa mission de transmission de la mémoire collective et de sensibiliser les jeunes guilériens et les scolaires, au souvenir de l'un de ses soldats mort pour la France.

Il est demandé au Conseil Municipal de valider le projet de dénomination comme ci-dessous indiqué :

Allée Jean Henry
1928 – 1951
Mort pour la France
29 mai 1951
Indochine

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission urbanisme et développement : accord de la commission.

Commission Vie associative et scolaire : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Lien social : accord de la commission.

Le conseil municipal, à l'unanimité, valide le projet de dénomination comme ci-dessus indiqué.

CM 2013/67- **Comité des Œuvres Sociales : avenant à la convention d'objectifs**

Jean-Yves VAUCELLE donne lecture de la délibération suivante :

Le Comité des Œuvres Sociales propose aux collectivités membres de valider un avenant à la convention d'objectifs portant sur les modalités d'attribution de certains secours aux agents afin de mettre en conformité la pratique avec la réglementation financière.

L'article 2 de la convention est modifié pour tenir compte d'une part des observations du Trésor public **concernant les modalités de recouvrement des éventuelles avances sur primes consenties par le COS** aux agents des collectivités partenaires.

L'avenant porte également sur la gestion des chèques vacances confiée au COS et **sur les modalités de prélèvement sur les salaires des agents opérés par les collectivités employeurs.**

Enfin, la dernière mise à jour porte sur la gestion financière par le COS et les collectivités affiliées, des **CESU attribués aux agents au titre de la garde d'enfants de moins de trois ans.**

Il est proposé au Conseil Municipal de valider les modifications proposées par le Comité des Œuvres Sociales et d'autoriser le Maire à signer l'avenant, annexé à la délibération, à la convention reprenant ces modifications.

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Le conseil municipal, à l'unanimité, valide les modifications proposées par le Comité des Œuvres Sociales et autorise le Maire à signer l'avenant à la convention reprenant ces modifications.

CM 2013/68- **Subvention au Comité des Œuvres Sociales**

Jean-Yves VAUCELLE donne lecture de la délibération suivante :

Le Comité des œuvres sociales du personnel des communes de Brest métropole océane doit renouveler impérativement en 2013 son logiciel de prestations et de comptabilité devenu obsolète et pour lequel, la maintenance n'est plus assurée.

La somme nécessaire à ce renouvellement est estimée à 30 000 €, somme qui impactera fortement le budget annuel du COS.

L'ensemble des communes membres de Brest métropole océane ont été sollicitées afin d'apporter leur soutien au budget du COS en 2013 afin de faire face à l'achat du nouveau logiciel.

La somme serait répartie entre les communes adhérentes et proratisée en fonction de la masse salariale 2011. Elle s'élèverait pour Guilers, sur la base de 30000 € et sous réserve de la facture acquittée correspondante, à 345 €. Le tableau de répartition est joint en annexe.

Il est proposé au Conseil municipal de donner son accord, sur l'octroi au COS, selon les modalités présentées, d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement plafonnée à 345 €.

La somme sera prélevée à l'article 657483 subventions exceptionnelles du budget.

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Le Maire évoque une autre demande qui faisait part d'une revalorisation complète des aides au comité des œuvres sociales. Le président de Bmo, après consultation des différents maires des communes, a décidé de reporter cette décision à une date postérieure aux élections municipales de mars 2014 en raison de la période de financement de ces aides qui n'interviendrait pas de suite.

Le conseil municipal, à l'unanimité, donne son accord sur l'octroi au COS, selon les modalités présentées, d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement plafonnée à 345 €.

CM 2013/69- **Décision modificative n°1 au budget 2013**

Jean-Yves VAUCELLE donne lecture de la Délibération suivante :

Il est proposé au Conseil Municipal de donner son accord sur les décisions modificatives suivantes au budget de l'exercice 2013 :

DM 2013 N° 1

SECTION D'INVESTISSEMENT

| DEPENSES | | | | | |
|-----------------|--------------|-----------------------------|--------------|---------------|---|
| Article | Opération | Intitulé | BP 2013 | Modification | Cumul crédits budgétaires après DM n° 1 |
| | 95198 | Cimetière | 120 730,00 € | 50 000,00 € | 170 730,00 € |
| 2115 | | immobilisations corporelles | 300 000,00 € | -50 000,00 € | 250 000,00 € |
| | | Total..... | | 0,00 € | |

Commission Administration Générale et Finances : la connaissance a pris connaissance du dossier.

Le conseil municipal, à l'unanimité, donne son accord sur les décisions modificatives, ci-dessus présentées, au budget de l'exercice 2013.

CM 2013/70- **Admission en non-valeur d'une créance irrécouvrable**

Jean-Yves VAUCELLE donne lecture de la Délibération suivante :

Le receveur municipal nous a transmis une demande d'admission en non-valeur qui concerne une taxe sur la publicité de l'année 2011 (titre de recette n° 553 d'un montant de 25.50 €).

Le recouvrement de ce titre de recette s'avère en effet impossible (la société a été classée en liquidation judiciaire).

Il est proposé au Conseil Municipal d'admettre cette créance en non-valeur. La dépense correspondante (25,50 €) sera prélevée à l'article 6541 du budget : Créances admises en non-valeur.

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Le conseil municipal, à l'unanimité, admet cette créance en non-valeur.

CM 2013/71- **Association Solex Iroise : subvention exceptionnelle, subvention annuelle.**

Jean-Yves VAUCELLE présente la demande de subvention de l'association Solex Iroise à l'occasion de la course de solex qui s'est déroulée les 24 et 25 août 2013 au Parc de Penfeld.

Il s'agissait de la 2^{ème} édition de cette manifestation sur la commune qui est d'ores et déjà inscrite au championnat 2014 par l'association.

Cette demande de subvention exceptionnelle de 2 000 € à la commune est présentée compte tenu des frais engagés par l'association (notamment par la location du parc de Penfeld).

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution d'une subvention exceptionnelle pour un montant de 1 000 euros et d'en autoriser le versement.

Par ailleurs, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'application du forfait de base annuelle octroyé aux associations dont le montant a été fixé à 211 € par délibération du Conseil Municipal du 30 avril 2013 et d'en autoriser le versement.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2013 à l'article 657483 « subventions exceptionnelles aux associations » et à l'article 657480 « subventions aux associations »

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Vie Associative et Scolaire : la commission a pris connaissance du dossier.

Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'attribution d'une subvention exceptionnelle pour un montant de 1 000 euros et en autorise le versement. Le conseil municipal, à l'unanimité approuve aussi l'application du forfait de base annuelle octroyé aux associations dont le montant a été fixé à 211 € par délibération du Conseil Municipal du 30 avril 2013 et en autorise le versement.

CM 2013/72- Participation financière au syndicat du vélodrome de Brest Ponant Iroise.

Alain CUEFF donne lecture de la délibération suivante :

Depuis la création du syndicat intercommunal du Vélodrome Brest Ponant Iroise, la commune de Guilers verse annuellement une participation à cet organisme.

Pour l'année 2013, une participation de 1 320 € (comme en 2012) est demandée à Guilers.

Il est demandé au Conseil Municipal de donner son accord pour le versement de cette participation étant précisé que les crédits nécessaires sont à l'article 6554 du BP 2013, intitulé « contribution aux organismes de regroupement ».

Commission Administration Générale et Finances : la commission a pris connaissance du dossier.

Commission Vie associative et scolaire : la commission a pris connaissance du dossier.

Le conseil municipal, à l'unanimité, donne son accord pour le versement de cette participation.

Questions diverses

Le Maire évoque la RD105 dont il a reçu le planning des travaux. Il imagine que la portion où les arbres ont été coupés, qui pour le moment est laissée en friche au niveau de la Croix Rouge, sera améliorée notamment avec la piste cyclable. Par contre le rond-point qui se situe en haut est à l'abandon et c'est déplorable pour l'entrée d'une ville.

Pascal MAHE est d'accord et en fait part également, mais elle pense que lorsque vont avoir lieu les travaux sur cette route du 7 octobre au 7 décembre le nécessaire sera fait. Elle sera vigilante à ce que l'entretien de la route et bien évidemment des ronds-points soit effectué.

Nadine YVEN rappelle les dates des prochaines tournées de voiries et demande aux élus de s'inscrire.

Le Maire annonce la date du prochain conseil soit le 14 novembre 2013.

La séance est levée à 21h45.

Fait et délibéré les jour, mois, an que dessus.

Le Maire,

Pierre OGOR.

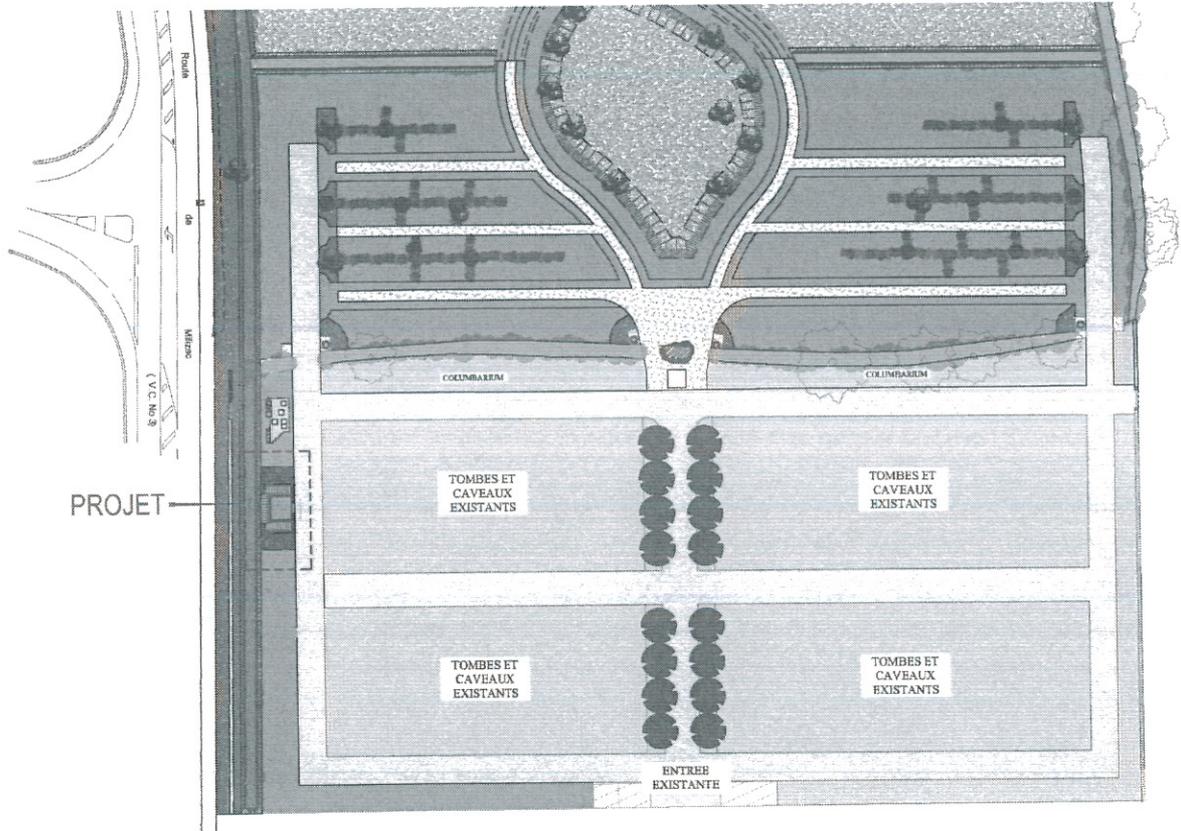
The image shows a blue circular official seal of the Municipality of Guilers, Finistère. The seal contains the text 'MUNICIPALITE DE GUILERS' at the top and '29 FINISTERE' at the bottom, with a central emblem. Overlaid on the seal is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'P. OGOR'.

Tableau du Conseil municipal élu le 9 mars 2008
Modifié le 30 septembre 2010 puis le 27 septembre 2012 et le 26 septembre 2013

| N° d'ordre | Fonction | Civilité | Nom et prénom | adresse | Ville |
|------------|---------------------------|----------|----------------------|----------------------------------|---------------|
| 1 | Maire | Monsieur | Pierre OGOR | 95, rue Paul Belmondo | 29820 GUILERS |
| 2 | 1 ^{er} Adjoint | Monsieur | Daniel FERELLOC | Le Cosquer | 29820 GUILERS |
| 3 | 2 ^{ème} Adjointe | Madame | Catherine CORRE | 40, rue René-Guy Cadou | 29820 GUILERS |
| 4 | 3 ^{ème} Adjoint | Monsieur | Jean-Yves VAUCELLE | 53, route de Milizac | 29820 GUILERS |
| 5 | 4 ^{ème} Adjointe | Madame | Nadine VOURC'H | 23, rue Laënnec | 29820 GUILERS |
| 6 | 5 ^{ème} Adjoint | Monsieur | Alain CUEFF | 20, rue Victor Ségalen | 29820 GUILERS |
| 7 | 6 ^{ème} Adjointe | Madame | Isabelle NEDELEC | 5, rue de la Plaine | 29820 GUILERS |
| 8 | 7 ^{ème} Adjoint | Monsieur | André GUILLAUME | 22bis, rue Saint Valentin | 29820 GUILERS |
| 9 | 8 ^{ème} Adjointe | Madame | Nadine YVEN | la Tour Nevez | 29820 GUILERS |
| 10 | Conseiller municipal | Monsieur | Jean-Louis DENNEULIN | 21, rue Millet | 29820 GUILERS |
| 11 | Conseiller municipal | Monsieur | Gilbert QUENTEL | chemin de la Garenne | 29820 GUILERS |
| 12 | Conseillère municipale | Madame | Florence MAHDI | 12, rue de la Villemarqué | 29820 GUILERS |
| 13 | Conseiller municipal | Monsieur | Bruno BOULAY | 165, rue Emile Masson | 29820 GUILERS |
| 14 | Conseillère municipale | Madame | Valérie KOULMANN | 26, rue Degas | 29820 GUILERS |
| 15 | Conseiller municipal | Monsieur | Arthur QUEMENEUR | Kérébars | 29820 GUILERS |
| 16 | Conseillère municipale | Madame | Ghislaine BERGOT | 75, rue Léo Lagrange | 29820 GUILERS |
| 17 | Conseiller municipal | Monsieur | Ronan ARGOUARC'H | 130, rue Georges Perros | 29820 GUILERS |
| 18 | Conseillère municipale | Madame | Flavie URIEN | 25, rue Victor Ségalen | 29820 GUILERS |
| 19 | Conseiller municipal | Monsieur | Dominique BLANCHARD | Kerjean | 29820 GUILERS |
| 20 | Conseiller municipal | Monsieur | Michel BILLET | 8, rue Jean Bart | 29820 GUILERS |
| 21 | Conseillère municipale | Madame | Pascale MAHE | 12, rue Faraday | 29820 GUILERS |
| 22 | Conseiller municipal | Monsieur | Bernard CLERET | 4, rue Jean Bart | 29820 GUILERS |
| 23 | Conseillère municipale | Madame | Anne LE GALL | Trévéc Vras | 29820 GUILERS |
| 24 | Conseiller municipal | Monsieur | Jean-Marc ROLLAND | 85, rue François Tanguy-Prigent | 29820 GUILERS |
| 25 | Conseillère municipale | Madame | Odile LEON | 13, rue Ampère | 29820 GUILERS |
| 26 | Conseiller municipal | Monsieur | Jean-Yves CARN | 24, rue Clément Ader | 29820 GUILERS |
| 27 | Conseiller municipal | Monsieur | Yves GOARZIN | 1, impasse Docteur Roux | 29820 GUILERS |
| 28 | Conseiller municipal | Monsieur | Henri LE SIOU | Kerlubridic | 29820 GUILERS |
| 29 | Conseiller municipal | Monsieur | Lionel BEGOC | 165, rue François Tanguy Prigent | 29820 GUILERS |

CIMETIERE DE GUILERS
ESPACE COLUMBARIUM
Echelle : 1/250 °

Conception paysagère
Jean Noël LE REST
170 rue de Verdun 29 200 BREST
E-mail: conceptionpaysagere@wanadoo.fr
Tél : 02 98 419 985
Fax: 02 98 419 987





MAPA EQUINOXE 10 FAMILLES



MAPA EQUINOXE 6 FAMILLES



24, Place Théodore Paqué - BP 20108 -
57503 SAINT AVOLD Cedex
Tél : 03 87 91 11 12
Fax : 03 87 91 27 27

www.granimond.com

COLUMBARIUM MAPA EQUINOXE

MODELES DEPOSES

PROJET COLUMBARIUM

MAPA EQUINOXE 10 & 6 FAMILLES



MAIRIE DE GUILERS

Modèles déposés (protégés par le code de la propriété intellectuelle) - Le présent projet dans sa conception et sa recherche de disposition reste la propriété intellectuelle de la société Granimond - Aménagement virtuel non contractuel

CARTE D'IDENTITE DE BREST METROPOLE OCEANE

Superficie de la Communauté Urbaine de Brest 21 837 ha
Population totale 213 489 habitants (Année 2012)

BUDGET (CA 2012)

(principal, déchets, déplacements)

| (mouvements réels) | Dépenses | Recettes |
|--------------------|----------|----------|
| Fonctionnement | 258,8 M€ | 348,4 M€ |
| Investissement | 240,0 M€ | 154,9 M€ |
| Total | 498,8 M€ | 503,3 M€ |

EFFECTIFS (au 31/12/2012)

| | | |
|---|-------|-----|
| 3 181 agents permanents | | |
| 3 221 emplois | | |
| 3 053 E.T.C. (Equivalent Temps Complet) | | |
| Catégorie A | 368 | 12% |
| Catégorie B | 547 | 17% |
| Catégorie C | 2 204 | 69% |
| Assistants maternels | 62 | 2% |

BÂTIMENTS COMMUNAUTAIRES

332 000 m² (S.H.O.B.)

TRANSPORTS

Mode de gestion : gestion déléguée (affermage)
Kms parcourus par an : 6,99 millions de kms

EQUIPEMENTS D'AGGLOMÉRATION

- 1 complexe aquatique Le Spadium* - Le Relecq-Kerhuon
- 4 piscines (Foch, St-Marc, Recouvrance, Bellevue)
- + 1 bassin d'initiation (Buisson)
- 1 patinoire Le Rinkla
- 3 centres nautiques (Brest, Plougastel-Daoulas, Le Relecq-Kerhuon)
- 3 ensembles culturels et de loisirs (Le Quartz - Océanopolis - Penfeld)
- 1 centre d'art contemporain "Passerelle"
- 1 salle des Musiques Actuelles La Carène
- 1 conservatoire de musique
- 3 musées
- 1 centre médico-sportif
- 1 office de tourisme (siège à Brest, 1 antenne à Plougastel-Daoulas)
- La Recouvrance
- 2 ports de plaisance : le Château* et le Moulin Blanc

* Mise en service en 2008

ESPACE PUBLIC ET ENVIRONNEMENT

Espaces verts

823,7 ha d'espaces verts communautaires dont 185,8 ha de parcs d'agglomération

Eau et Assainissement

Mode de gestion (2012) : concession à Eau du Ponant société publique locale

3 stations d'épuration + 3 unités d'assainissement regroupées
3 usines de production d'eau potable + 2 captages souterrains
Nombre de m³ produits : 36 506 m³/jour dont 29 731 m³/jour pour Brest métropole océane

Déchets

Mode de gestion :
- Collecte : régie directe
- Traitement : délégation de service public (SEML SOTRAVAL)

Type de traitement : valorisation organique, recyclage, valorisation énergétique (chauffage urbain)

1 usine d'incinération (Le Spernot)
5 déchèteries (Le Spernot, Le Vern, Lavallot, Mescouezel, Toul-ar-Rannig)
Tonnage Ordures Ménagères collectées : 49 176 T
Tonnage de collecte sélective : 18 765 T

Voirie

1 187 kms de voirie sur le territoire de Brest métropole océane

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

17 zones d'activités : 600 ha
Nombre d'étudiants (rentrée 2011-2012) : 23 388

PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012

En 2012, les comptes de la Communauté Urbaine sont retracés dans neuf documents :

- . Le budget principal,
- . Les budgets annexes Déplacements et Déchets ménagers qui s'équilibrent par des participations du budget principal,
- . Les budgets annexes Eau et Assainissement,
- . Le budget du service public de l'assainissement non collectif (SPANC),
- . Le budget du lotissement de Kérébars,
- . Le budget du lotissement de Mescouezel,
- . Le budget de l'extension du réseau de chaleur.

Les résultats de l'exécution budgétaire

Après couverture de besoin de financement dégagé par la section d'investissement et le solde des restes à réaliser, l'excédent net disponible est égal à :

| | |
|--|------------|
| . Budget principal | 2 410 616€ |
| . Budget Déplacements | 161 170€ |
| . Budgets Déchets Ménagers | 517 713€ |
| . Budget Eau | 225 880€ |
| . Budget Assainissement | -50 827€ |
| . Budget annexe du SPANC | 97 842€ |
| . Budget annexe de Kérébars | 46 111€ |
| . Budget annexe de Mescouezel | 0€ |
| . Budget annexe extension du réseau de chaleur | 51 925€ |

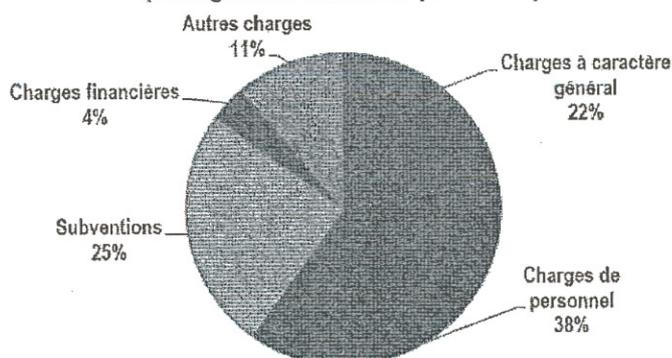
- Section de fonctionnement du budget principal consolidé avec les budgets annexes : Déplacements et Déchets Ménagers

Les dépenses :

Sur l'exercice 2012, les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 316 031 196€ :

- 57 275 883€ de dépenses d'ordre,
- 258 755 313€ de dépenses réelles.

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement par nature
(hors gestion unifiée du personnel)

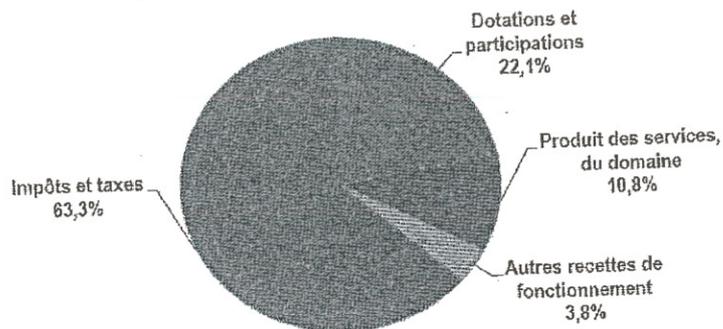


Les recettes :

En 2012, elles se sont élevées à 354 061 855€ :

- 5 615 992€ de recettes d'ordre,
- 348 445 863€ de recettes réelles.

Répartition des recettes réelles de fonctionnement par nature (hors gestion unifiée du personnel)



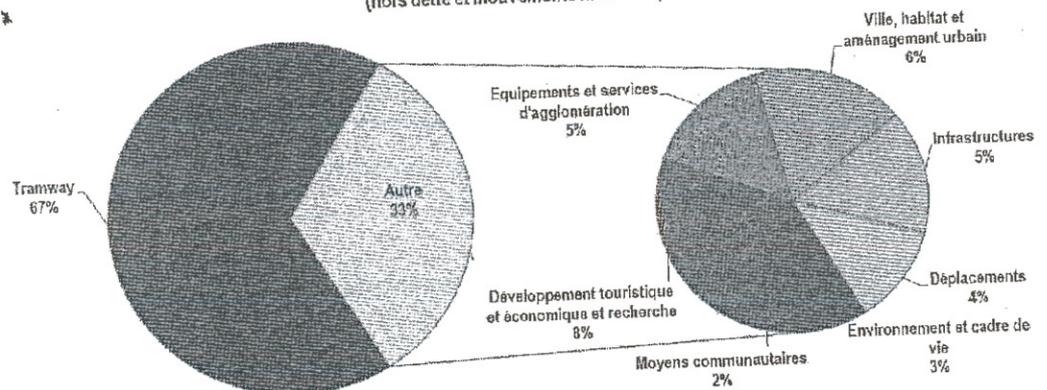
- Section d'investissement du budget principal consolidé avec les budgets annexes, Déplacements et Déchets Ménagers

Les dépenses

Sur l'exercice 2012, elles se sont élevées à 382 211 306€ :

- 142 255 934€ de dépenses d'ordre,
- 239 955 372€ de dépenses réelles, dont 69 226 103€ de dette et mouvements financiers.

Les dépenses d'équipement par politique (hors dette et mouvements financiers)

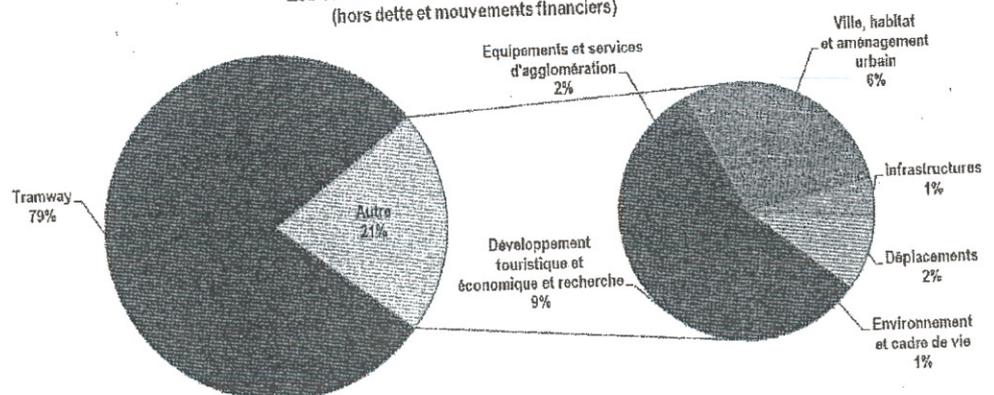


Les recettes

En 2012, elles se sont élevées à 348 819 799€ :

- 193 915 825€ de recettes d'ordre,
- 154 903 974€ de recettes réelles, dont 90 988 359€ de dettes et mouvements financiers.

Les recettes d'investissement par politique (hors dette et mouvements financiers)



Rapport retraçant l'activité de l'établissement et l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans les communes (Article 34 de la Loi du 16 décembre 2010) Année 2012

Introduction

L'article 34 de la loi du 16 décembre 2010 impose l'élaboration d'un rapport retraçant l'activité de l'établissement et l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune.

L'article L5211-39 du code général des collectivités territoriales (CGCT) est ainsi rédigé :

"Le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement et l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le Maire au Conseil Municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'EPCI sont entendus. Le président de l'EPCI peut être entendu, à sa demande, par le Conseil Municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier".

La lecture de cet article appelle plusieurs observations.

- 1 - En l'absence de précisions données par la loi, il appartient à chaque EPCI de définir sa propre méthode d'identification et de répartition des dépenses.
- 2 - L'exercice de ventilation ne concerne pas l'ensemble des dépenses de la Communauté Urbaine mais uniquement celles "engagées par l'établissement dans chaque commune". Il faut donc faire la distinction entre les crédits qui peuvent être ventilés et ceux qui, par nature, ne peuvent être territorialisés par commune.
- 3 - Ce travail soulève un certain nombre de difficultés techniques et opérationnelles, notamment : l'identification des coûts, la définition de la bonne clé de répartition entre les communes...

Pour l'année 2011, l'obligation légale a été satisfaite par la production d'un tableau intégré au rapport d'activité des services présentant une répartition des dépenses du compte administratif de Brest métropole océane au prorata de la population des communes.

En ce qui concerne le rapport de l'année 2012, la Collectivité s'est fixée pour objectif, au-delà du respect formel de la loi, de trouver du sens à une application locale plus satisfaisante du dispositif.

Un groupe de pilotage a été constitué afin de conduire la réflexion sur le sujet. Sur la base des données du compte administratif 2012, le travail du groupe de pilotage s'est attaché à :

- dans un premier temps, établir une méthodologie permettant d'identifier, parmi les politiques publiques portées par Brest métropole océane, celles dont les crédits peuvent être ventilés par commune ;
- dans un second temps, identifier et ventiler opérationnellement les crédits qui peuvent être répartis par commune.

Le groupe de pilotage s'est réuni à trois reprises :

1^{ère} réunion : le 21 février 2013. Objectif : définition d'une méthodologie générale permettant d'identifier les dépenses qui ont vocation à être localisées par commune.

2^{ème} réunion : le 16 avril 2013. Objectif : définition des critères de répartition qui permettront de ventiler par commune les dépenses considérées comme localisables et simulations de répartition par commune.

3^{ème} réunion : le 28 mai 2013. Objectif : validation des données et des analyses figurant dans le rapport définitif.

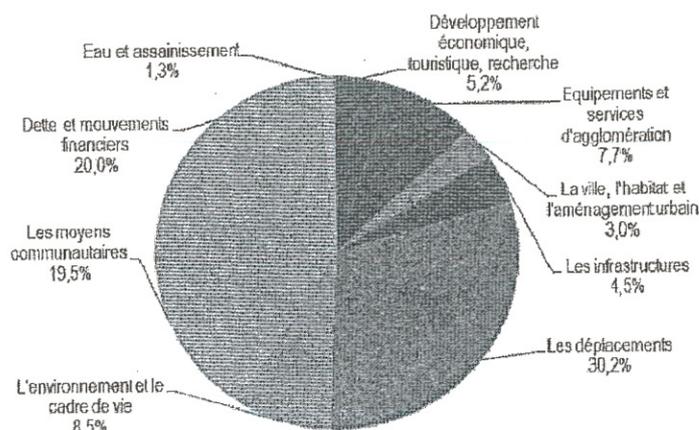
La typologie des dépenses communautaires

Les dépenses du compte administratif 2012 s'élèvent à 526 M€ au total, dont 278 M€ de dépenses de fonctionnement et 248 M€ de dépenses d'investissement.

Tableau : données provisoires du compte administratif 2012 (en milliers d'euros) :

| Politiques | Investissement | Fonctionnement | Total |
|--|----------------|----------------|----------------|
| I Développement économique, touristique, recherche | 13 641 | 13 888 | 27 530 |
| II Equipements et services d'agglomération | 8 421 | 32 144 | 40 566 |
| III La ville, l'habitat et l'aménagement urbain | 9 763 | 6 181 | 15 944 |
| IV Les infrastructures | 8 211 | 15 446 | 23 657 |
| V Les déplacements | 120 728 | 38 005 | 158 732 |
| VI L'environnement et le cadre de vie | 6 934 | 37 879 | 44 813 |
| VII Les moyens communautaires | 3 743 | 98 625 | 102 368 |
| VIII Dette et mouvements financiers | 72 777 | 32 455 | 105 232 |
| IX Eau et assainissement | 3 860 | 2 891 | 6 751 |
| Total | 248 077 | 277 516 | 525 593 |

Dépenses Totales CA 2012



Dans un premier temps, il importe de déterminer une **typologie des dépenses** permettant de faire la distinction, au sein des différentes politiques publiques, entre les crédits qui peuvent être ventilés et ceux qui, par nature, ne peuvent être territorialisés par communes.

Ainsi, il est proposé de distinguer trois catégories de dépenses communautaires :

- les dépenses liées à l'administration de la communauté,
- les politiques qui concourent au rayonnement global de l'agglomération,
- les politiques offrant des services à la population.

A - Les dépenses liées à l'administration de la communauté

Elles concernent les moyens communautaires (politique VII) ainsi que les remboursements de dette et les mouvements financiers (politique VIII).

Les dépenses liées à l'administration générale de la communauté ne font pas partie des dépenses "engagées par l'établissement dans chaque commune" et doivent donc être considérées comme des dépenses non ventilables par nature.

Au total, les dépenses d'administration non ventilables représentent **204 M€**, soit **39%** des dépenses communautaires.

B - Les politiques qui concourent au rayonnement global de l'agglomération

Il s'agit des interventions suivantes :

- Les actions de développement économique : aménagement et gestion des zones d'activités, zone portuaire, aéroport, enseignement supérieur, recherche, formation, tourisme, haut débit... ;
- La politique de la ville : insertion, prévention de la délinquance ;
- Les actions de planification en matière d'urbanisme et de logement : SCOT, PLU, PLH... ;
- La construction et la gestion des grands équipements sportifs et culturels d'agglomération : Le Quartz, Océanopolis, Parc de Penfeld, Rinkla, Brest Arena, La Carène, piscines, centres nautiques, ports de plaisance, la Recouvrance, musées, conservatoire de musique... ;
- L'organisation des grands événements tels que les Tonnerres de Brest ;
- Les actions en faveur de la préservation de l'environnement : lutte contre les pollutions, maîtrise de l'énergie... ;
- Les infrastructures : signalisation lumineuse, régulation du trafic, ouvrages d'art, gestion du stationnement, extension du réseau de chaleur ;
- Le soutien à IDHESA ;
- Le programme du Tram et les investissements en faveur des transports urbains.

Il n'apparaît pas pertinent de territorialiser ces différentes interventions qui ne bénéficient pas aux habitants d'une commune en particulier et qui contribuent plus largement à l'attractivité de la métropole brestoise.

Au CA 2012, les dépenses de rayonnement global représentent **208 M€**, soit **40 %** des dépenses communautaires.

C - Les politiques offrant des services à la population

Les dépenses concernées peuvent être ventilées par commune, sous réserve de déterminer des critères techniques suffisamment pertinents. En effet, la seule lecture budgétaire ne permet d'avoir pas une vision précise de la localisation des dépenses.

Il s'agit des politiques concernant les espaces publics : les déplacements, la voirie, la signalisation, l'éclairage public, la collecte et le traitement des déchets ménagers, la propreté, l'eau et l'assainissement, les espaces verts, la prévention des risques (contingent SDIS), les créations et extensions de cimetières...

Les dépenses concernées peuvent être ventilées par commune, mais sous réserve de déterminer des critères techniques suffisamment pertinents. En effet, la seule lecture budgétaire ne permet d'avoir pas une vision précise de la localisation des dépenses.

Au CA 2012, les dépenses de services à la population localisables représentent **114 M€**, soit **22%** des dépenses des communautaires.

La ventilation des dépenses par commune : l'exemple des politiques offrant des services à la population

Pour l'élaboration du rapport 2012, le groupe de pilotage a décidé de réaliser l'exercice de répartition territoriale des dépenses communautaires sur quatre politiques publiques :

- La collecte et le traitement des déchets,
- La voirie,
- L'éclairage public,
- Les espaces verts.

A l'avenir, cette démarche a vocation à être élargie à d'autres politiques offrant des services à la population.

Pour chaque politique étudiée, la méthode validée par le groupe de pilotage a consisté à :

- Identifier les **coûts bruts directs** de fonctionnement et les dépenses d'investissement réalisées à partir des chiffres du CA 2012 par centres de coût et par programmes ;
- Proposer une répartition des dépenses concernées par commune à partir de **critères** à la fois simples, lisibles et quantifiables (au réel ou forfaitaires) ;
- Proposer un ou plusieurs **indicateurs** pertinents permettant d'analyser les résultats de la répartition (par exemple, le coût par habitant).

L'analyse s'est concentrée sur la notion de "coûts bruts directs", qui englobent les charges indispensables à la réalisation d'une prestation : masse salariale, contrats, entretien des matériels et véhicules, énergie...

L'analyse n'intègre pas les coûts indirects (ex : charges de structure liées aux fonctions support tels que DRH, finances, DSIT, etc.) ni les éventuelles recettes venant en atténuation des charges (ex : revente de matériaux, aides d'éco-emballage...).

Le tableau, ci-dessous, présente la valeur de différents critères physiques permettant d'analyser les résultats de la répartition par commune.

Tableau : valeur des critères physiques (au 1^{er} janvier 2012) :

| | Population INSEE 2012 | Densité de population 2012 (nbre d'hab. / km2) | Linéaire de voies urbaines et sub.(ml) hors chemins ruraux | Linéaire de voies communautaires + RD d'agglo (ml) | Nombre d'avales | Nombre de points lumineux | Surfaces vertes hors PA et EN (m2) |
|--------------------|-----------------------|--|--|--|-----------------|---------------------------|------------------------------------|
| BOHARS | 3 375 | 452,3 | 35 923 | 30 613 | 408 | 803 | 54 534 |
| BREST | 145 592 | 2 854,3 | 458 749 | 441 794 | 8 541 | 22 059 | 2 732 791 |
| GOUESNOU | 6 478 | 515,6 | 65 970 | 52 534 | 809 | 1 580 | 222 824 |
| GUILERS | 7 582 | 389,8 | 80 174 | 68 369 | 844 | 1 639 | 146 704 |
| GUIPAVAS | 13 933 | 305,8 | 145 902 | 118 522 | 1 517 | 2 904 | 226 956 |
| LE RELECQ-KERHUON | 11 215 | 1 699,4 | 63 169 | 60 984 | 1 255 | 2 029 | 246 693 |
| PLOUGASTEL-DAOUJAS | 13 728 | 284,1 | 146 192 | 138 032 | 717 | 1 538 | 151 229 |
| PLOUZANE | 12 039 | 353,8 | 116 477 | 103 407 | 1 498 | 2 497 | 322 110 |
| TOTAL | 213 942 | - | 1 112 556 | 1 014 255 | 15 589 | 35 049 | 4 103 841 |

1- La collecte et le traitement des déchets

Les coûts directs identifiés au CA 2012 s'élèvent à 22 071 237€, décomposés de la manière suivante :

- 39% pour la collecte,
- 61% pour le traitement.

| En euros | CA 2012 réparti | |
|-------------------------------|-------------------|------------|
| Salaires | 6 475 281 | |
| Prestations | 11 024 178 | |
| Carburants | 636 129 | |
| Entretien véhicules | 532 077 | |
| Autres charges | 676 927 | |
| Total fonctionnement : | 19 344 592 | |
| Travaux | 1 166 993 | |
| Acquisition matériels | 1 288 088 | |
| Autres dépenses | 271 564 | |
| Total investissement : | 2 726 645 | |
| Total général : | 22 071 237 | |
| dont collecte : | 8 607 782 | 39% |
| dont traitement : | 13 463 455 | 61% |

Les critères retenus pour la répartition des coûts par commune sont les suivants :

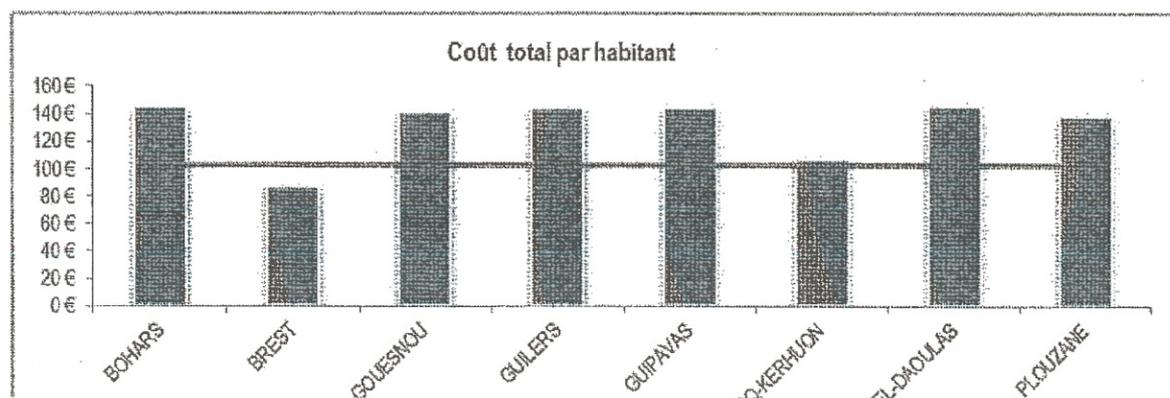
| Prestation/Dépense | Critères de répartition retenus |
|---------------------|---|
| Collecte : | au prorata du linéaire de voies urbaines et suburbaines (hors chemins ruraux) |
| Traitement : | au prorata de la population |

A noter que seuls les kilomètres parcourus sur la commune sont pris en compte (hors trajets UVED / commune ou CTC / commune). Par ailleurs, les dépenses relatives aux déchetteries ne sont pas affectées aux seules communes d'implantation.

Comme l'indique le tableau, le coût moyen par habitant atteint 103 € au CA 2012, avec un écart de 87 € à 145 € par habitant selon les communes.

Tableau : répartition des coûts de collecte et de traitement des déchets par commune

| | COLLECTE | | | TRAITEMENT | | | Coût total CA 2012 (en €) | Coût total par habitant |
|--------------------|---|---------------|---------------------------------|-----------------------|---------------|-----------------------------------|---------------------------|-------------------------|
| | linéaire de voies urbaines et sub.(kms) | % | Coût de collecte CA 2012 (en €) | Population INSEE 2012 | % | Coût de traitement CA 2012 (en €) | | |
| BOHARS | 35,923 | 3,2% | 277 934 | 3 375 | 1,6% | 212 390 | 490 324 | 145 € |
| BREST | 458,749 | 41,2% | 3 549 315 | 145 592 | 68,1% | 9 162 162 | 12 711 477 | 87 € |
| GOUESNOU | 65,970 | 5,9% | 510 406 | 6 478 | 3,0% | 407 663 | 918 069 | 142 € |
| GUILERS | 80,174 | 7,2% | 620 302 | 7 582 | 3,5% | 477 138 | 1 097 440 | 145 € |
| GUIPAVAS | 145,902 | 13,1% | 1 128 835 | 13 933 | 6,5% | 876 809 | 2 005 645 | 144 € |
| LE RELECQ-KERHUON | 63,169 | 5,7% | 488 735 | 11 215 | 5,2% | 705 764 | 1 194 499 | 107 € |
| PLOUGASTEL-DAOULAS | 146,192 | 13,1% | 1 131 079 | 13 728 | 6,4% | 863 908 | 1 994 988 | 145 € |
| PLOUZANE | 116,477 | 10,5% | 901 176 | 12 039 | 5,6% | 757 619 | 1 658 795 | 133 € |
| TOTAL | 1 112,556 | 100,0% | 8 607 782 | 213 942 | 100,0% | 13 463 455 | 22 071 237 | 103 € |



2- La voirie et les réseaux

Les coûts directs identifiés au CA 2012 sont les suivants :

| En euros | CA 2012 réparti | |
|--------------------------------------|-----------------------------|-------------------|
| Pilotage et gestion administrative | Fonctionnement : | 2 095 303 |
| | Investissement : | - |
| | Coût total : | 2 095 303 |
| Voirie/Espace public (hors propreté) | Fonctionnement : | 6 677 255 |
| | Investissement (yc régie) : | 7 939 703 |
| | Coût total : | 14 616 957 |
| Eclairage public et réseaux | Fonctionnement : | 3 453 195 |
| | Investissement : | 2 516 755 |
| | Coût total : | 5 969 950 |

En fonctionnement, le coût du matériel a été introduit sur la base d'un calcul de coût moyen intégrant son poids respectif dans chaque prestation de l'activité (pour un montant total de 2 119 333€).

En investissement, ont été exclus de la répartition les programmes liés aux moyens généraux (502 : Bâtiments service Voirie) ou d'intérêt métropolitain manifeste (RD 205 Le Spemot/Villeneuve, Voie de liaison et de maillage RD 205/RD 112, Ouvrages d'art, Régulation du trafic).

Les critères retenus pour la répartition des coûts par commune sont les suivants :

| Prestation/Dépense | Critères de répartition retenus |
|---|--|
| Pilotage et gestion administrative | au prorata du linéaire de voies communautaires + RD d'agglomération |
| Voirie/Espace public : Entretien de revêtements Entretien des accotements Entretien des eaux pluviales Divers entretien courant Travaux | au coût réel (temps passé + fournitures + matériel) coût linéaire moyen X linéaire voies communautaires suburbaines au prorata du nombre d'avaloirs par commune au prorata du linéaire de voies communautaires + RD d'agglomération dépenses réelles par commune |
| Eclairage public et réseaux : Energie, entretien et réparation Frais de personnel Travaux | dépenses réelles par commune au prorata du nombre de points lumineux dépenses réelles par commune |

Tableau : vue d'ensemble de la répartition par commune

| | Pilotage / gestion administrative | Voirie / espace public | Eclairage public et réseaux | Coût total réparti CA 2012 (en €) | |
|--------------------|-----------------------------------|------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|---------------|
| BOHARS | 63 242 | 427 023 | 161 913 | 652 178 | 2,9% |
| BREST | 912 882 | 7 365 785 | 4 114 564 | 12 393 031 | 54,6% |
| GOUESNOU | 108 528 | 841 662 | 243 399 | 1 193 588 | 5,3% |
| GUILERS | 141 240 | 877 936 | 227 505 | 1 246 682 | 5,5% |
| GUIPAVAS | 244 849 | 1 238 303 | 398 420 | 1 881 571 | 8,3% |
| LE RELECQ-KERHUON | 125 984 | 963 026 | 287 616 | 1 376 626 | 6,1% |
| PLOUGASTEL-DAOULAS | 285 154 | 1 622 308 | 244 797 | 2 152 259 | 9,5% |
| PLOUZANE | 213 624 | 1 280 915 | 291 737 | 1 786 276 | 7,9% |
| TOTAL | 2 095 303 | 14 616 957 | 5 969 950 | 22 682 210 | 100,0% |

La voirie :

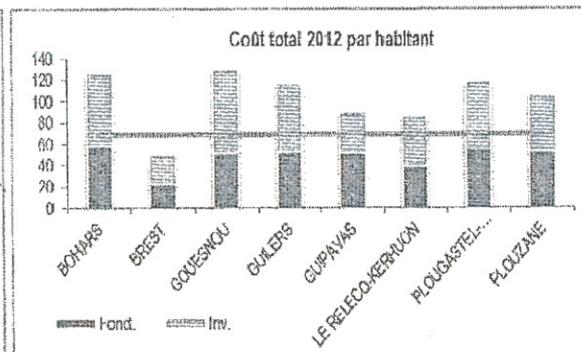
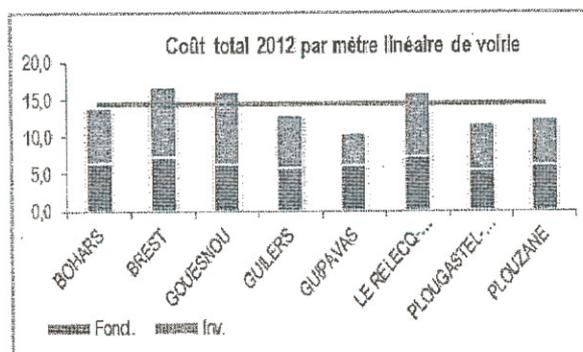
Le tableau, de la page suivante, montre la répartition des coûts de voirie par commune (fonctionnement et investissement compris):

- Le coût moyen par mètre linéaire de voirie est de 14,4€ au CA 2012 (écart de 10,4€ à 16,7€/ml selon les communes) ;
- Le coût moyen par habitant atteint 68€ (écart de 51€ à 130 €/hab. selon les communes).

| Communes | Quelques opérations d'investissement réalisées en 2012 |
|--------------------|---|
| Bohars | Aménagement de voirie rue F. Drogou et route Pont ar Bis (carrefour) : 88 803€ |
| Brest | Aménagement de voirie rue Jules Lesven : 226 539€ Travaux d'enrobé rue Anatole France : 153 850€ |
| Gouesnou | Aménagement de voirie rue de la Gare : 80 832€ |
| Guilers | Aménagement de voirie rue de la Source : 61 428€ |
| Guipavas | Aménagement de voirie rue Lamartine : 140 656€ |
| Le Relecq-Kerhuon | Aménagement de voirie rue V. Jezequel : 211 033€ |
| Plougastel-Daoulas | Aménagement de voirie rue Fontaine Blanche : 126 418€ |
| Plouzané | Aménagement de voirie Route de Mescouezel (aménagement 2 roues) : 105 242€ |

Tableau : répartition des coûts de voirie/espace public par commune

| | Coûts de fonctionnement | | | Coûts d'investissement | | | Coût total | | |
|--------------------|------------------------------|------------------|--------------|------------------------------|------------------|--------------|------------------------------|-------------------|-------------------------|
| | Total réparti CA 2012 (en €) | par ml de voirie | par habitant | Total réparti CA 2012 (en €) | par ml de voirie | par habitant | Total réparti CA 2012 (en €) | Coût total par ml | Coût total par habitant |
| BOHARS | 196 731 | 6,4 € | 58 € | 230 292 | 7,5 € | 68 € | 427 023 | 13,9 € | 127 € |
| BREST | 3 216 303 | 7,3 € | 22 € | 4 149 482 | 9,4 € | 29 € | 7 365 785 | 16,7 € | 51 € |
| GOUESNOU | 329 821 | 6,3 € | 51 € | 511 841 | 9,7 € | 79 € | 841 662 | 16,0 € | 130 € |
| GUILERS | 393 067 | 5,7 € | 52 € | 484 870 | 7,1 € | 64 € | 877 936 | 12,8 € | 116 € |
| GUIPAVAS | 715 143 | 6,0 € | 51 € | 523 160 | 4,4 € | 38 € | 1 238 303 | 10,4 € | 89 € |
| LE RELECQ-KERHUON | 440 144 | 7,2 € | 39 € | 522 882 | 8,6 € | 47 € | 963 026 | 15,8 € | 86 € |
| PLOUGASTEL-DAOULAS | 751 483 | 5,4 € | 55 € | 870 824 | 6,3 € | 63 € | 1 622 308 | 11,8 € | 118 € |
| PLOUZANE | 634 563 | 6,1 € | 53 € | 646 352 | 6,3 € | 54 € | 1 280 915 | 12,4 € | 106 € |
| TOTAL | 6 677 255 | 6,6 € | 31 € | 7 939 703 | 7,8 € | 37 € | 14 616 957 | 14,4 € | 68 € |

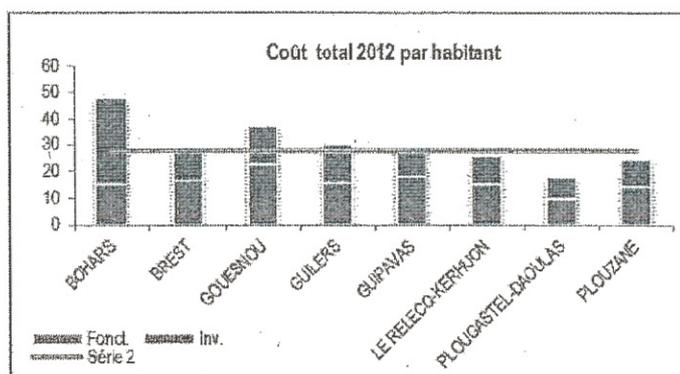


L'éclairage public et les réseaux :

Le tableau, ci-dessous, montre la répartition des coûts d'éclairage public et de réseaux par commune (fonctionnement et investissement compris):

Tableau : répartition des coûts d'éclairage public et de réseaux par commune

| | Coûts de fonctionnement | | Coûts d'investissement | | Coût total | |
|--------------------|------------------------------|--------------|------------------------------|--------------|------------------------------|-------------------------|
| | Total réparti CA 2012 (en €) | par habitant | Total réparti CA 2012 (en €) | par habitant | Total réparti CA 2012 (en €) | Coût total par habitant |
| BOHARS | 51 998 | 15 € | 109 915 | 33 € | 161 913 | 48 € |
| BREST | 2 414 406 | 17 € | 1 700 158 | 12 € | 4 114 564 | 28 € |
| GOUESNOU | 147 647 | 23 € | 95 752 | 15 € | 243 399 | 38 € |
| GUILERS | 118 795 | 16 € | 108 710 | 14 € | 227 505 | 30 € |
| GUIPAVAS | 249 325 | 18 € | 149 095 | 11 € | 398 420 | 29 € |
| LE RELECQ-KERHUON | 169 869 | 15 € | 117 747 | 10 € | 287 616 | 26 € |
| PLOUGASTEL-DAOULAS | 130 662 | 10 € | 114 135 | 8 € | 244 797 | 18 € |
| PLOUZANE | 170 494 | 14 € | 121 243 | 10 € | 291 737 | 24 € |
| TOTAL | 3 453 195 | 16 € | 2 516 755 | 12 € | 5 969 950 | 28 € |



| Communes | Quelques opérations d'investissement réalisées en 2012 |
|--------------------|--|
| Bohars | Eclairage public : 1 355€, effacement de réseaux aériens : 43 589€ |
| Brest | Rénovation de l'éclairage public Quartier de Kergoat (Bellevue) : 174 467€ Rénovation de l'éclairage public du Pont de l'Harteloire : 55 722€ |
| Gouesnou | Remplacement de boules et mâts secteur Penguerrec et Kerargalet : 39 830€ |
| Guilers | Remplacement de mâts et luminaires quartier de Kermonfort : 71 357€ |
| Guipavas | Remplacement de boules, lanternes et mâts rues E. Renan et E. Rostand : 9 674€ |
| Le Relecq-Kerhuon | Remplacement de mâts rue de la corniche : 68 923€ |
| Plougastel-Daoulas | Eclairage public pourtour de l'église : 24 270€ |
| Plouzané | Remplacement de mâts et luminaires rue A. Breton : 13 607€ |

3- Les espaces verts

Les coûts directs identifiés au CA 2012 sont les suivants :

| En euros | CA 2012 réparti |
|-----------------------------------|-------------------|
| Personnel maintenance : | 6 215 900 |
| Personnel équipe transversale : | 1 825 480 |
| Fournitures : | 1 634 996 |
| Entretien véhicules : | 404 996 |
| Fluides, carburants, assurances : | 448 998 |
| Total fonctionnement : | 10 530 370 |
| Travaux : | 876 514 |
| Acquisition matériels-mobilier : | 781 926 |
| Autres dépenses : | 90 989 |
| Total investissement : | 1 749 429 |
| Total général : | 12 279 799 |

Sont exclues de la répartition les dépenses relatives aux parcs d'agglomération, aux plages et au Conservatoire Botanique, soit 1 696 410€ en fonctionnement et 488 984€ en investissement. Les coûts d'entretien des véhicules ont été valorisés par la Régie Parc autos.

Les critères retenus pour la répartition des coûts par commune sont les suivants :

| Prestation/Dépense | Critères de répartition retenus |
|-----------------------------------|---|
| Personnel maintenance : | au coût réel |
| Personnel - équipe transversale : | au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN) |
| Fournitures : | au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN) |
| Fluides, carburant, assurances : | au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN) |
| Entretien des véhicules : | au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN) |
| Travaux : | au réel pour les grosses opérations au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN) |
| Acquisition matériels-mobilier : | au prorata des surfaces vertes par commune (hors PA et EN) |
| Extension des cimetières : | au coût réel (Guilers pour 40 013€ en 2012) |

PA : parcs d'agglomération

EN : espaces naturels

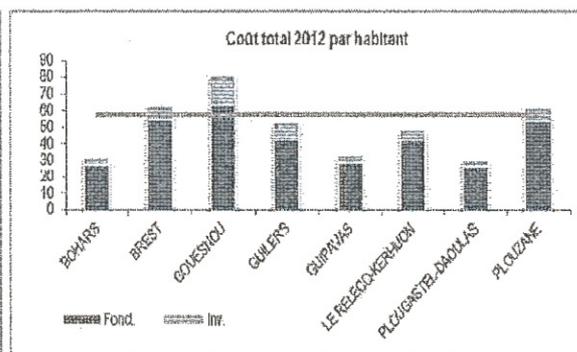
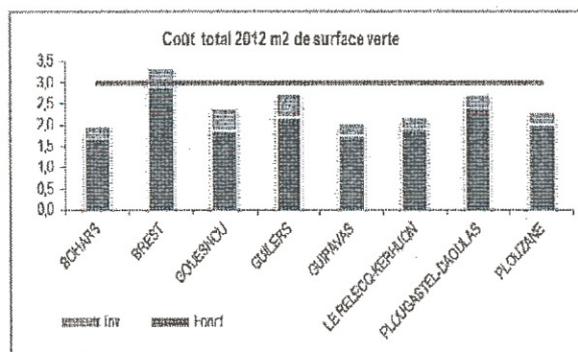
Le tableau, ci-dessous, montre la répartition des coûts des espaces verts par commune (fonctionnement et investissement compris) :

- Le coût moyen par m² de surface verte est de 3€ au CA 2012 (écart de 2€ à 3,3€/m² selon les communes) ;
- Le coût moyen par habitant atteint 57€ (écart de 30€ à 82€/hab. selon les communes).

| Communes | Quelques opérations d'investissement réalisées en 2012 |
|--------------------|---|
| Bohars | Chemin de Kerleguer : 50 000€ Création du verger du Talam : 12 000€ |
| Brest | Place Vinet, Saint-Marc : 140 000€ Espace Ado Bonne nouvelle : 120 000€ |
| Gouesnou | Aménagement du chemin piéton Prairie du Moulin Neuf : 15 000€ |
| Guilers | Aménagement du parking du cimetière-phase 1 (régie) Végétalisation d'espaces sablés, quartier Mez Bleo (régie) |
| Guipavas | Aménagement de chemins et travaux horticoles à Kerelec : 10 000€ |
| Le Relecq-Kerhuon | Square Fleming : 30 000€ |
| Plougastel-Daoulas | Réfection de chemins : 9 000€ |
| Plouzané | Aménagement paysager de la Cité Kroas Saliou : 10 000€ |

Tableau : répartition des coûts des espaces verts par commune

| | Coûts de fonctionnement | | | Coûts d'investissement | | | Coût total | | |
|--------------------|------------------------------|-------------------------------------|--------------|------------------------------|-------------------------------------|--------------|------------------------------|-------------------------------|-------------------------|
| | Total réparti CA 2012 (en €) | par m ² de surface verte | par habitant | Total réparti CA 2012 (en €) | par m ² de surface verte | par habitant | Total réparti CA 2012 (en €) | Coût total par m ² | Coût total par habitant |
| BOHARS | 90 597 | 1,7 € | 27 € | 16 805 | 0,3 € | 5 € | 107 402 | 2,0 € | 32 € |
| BREST | 7 836 871 | 2,9 € | 54 € | 1 259 558 | 0,5 € | 9 € | 9 096 428 | 3,3 € | 62 € |
| GOUESNOU | 408 999 | 1,8 € | 63 € | 119 621 | 0,5 € | 18 € | 528 620 | 2,4 € | 82 € |
| GUILERS | 321 581 | 2,2 € | 42 € | 77 833 | 0,5 € | 10 € | 399 415 | 2,7 € | 53 € |
| GUIPAVAS | 394 675 | 1,7 € | 28 € | 67 021 | 0,3 € | 5 € | 461 696 | 2,0 € | 33 € |
| LE RELECQ-KERHUON | 471 550 | 1,9 € | 42 € | 69 319 | 0,3 € | 6 € | 540 870 | 2,2 € | 48 € |
| PLOUGASTEL-DAOULAS | 360 172 | 2,4 € | 26 € | 46 872 | 0,3 € | 3 € | 407 044 | 2,7 € | 30 € |
| PLOUZANE | 645 926 | 2,0 € | 54 € | 92 399 | 0,3 € | 8 € | 738 324 | 2,3 € | 61 € |
| TOTAL | 10 530 370 | 2,6 € | 49 € | 1 749 429 | 0,4 € | 8 € | 12 279 799 | 3,0 € | 57 € |



LES PUBLICATIONS de Brest métropole océane

Sillage

Le magazine de Brest métropole océane et de la Ville de Brest sort six fois par an à 110 000 exemplaires. Pour rédiger les articles qui le composent, le rédacteur en chef fait appel à des pigistes extérieurs : journalistes et photographes. Y sont traités les grands dossiers et événements portés par la Ville de Brest et Brest métropole océane, les actions de ceux qui prennent part à la vie du territoire (associations, clubs sportifs...), des informations et l'actualité locale.

Il est distribué dans les boîtes à lettres des habitants de Brest métropole océane et accessible sur le site web.

Tandem

Tiré à 4 700 exemplaires, c'est le journal de communication interne de Brest métropole océane, de la Ville de Brest et des autres communes de Brest métropole océane. Il paraît six fois par an. Le comité de rédaction est composé d'agents des services de Brest métropole océane et des communes de Brest métropole océane. Il est adressé à l'ensemble du personnel, aux élus ainsi qu'aux villes avec lesquelles la Collectivité entretient des relations. Huit numéros en 2012 dont un spécial sur les Tonnerres de Brest et un sur la collecte de mémoire des retraités.

La Lettre d'information des Archives Municipales et Communautaires

Cette newsletter à laquelle peuvent s'abonner les internautes, leur permet de prendre connaissance de l'actualité des Archives et les incite à compléter leur information en se rendant sur le site. Elle paraît depuis septembre 2011.

Patrimoines brestois

Bulletin commun des Archives Municipales et Communautaires, de la Bibliothèque d'Etude et du Musée des Beaux-arts de Brest, il souhaite faire découvrir le patrimoine de ces trois institutions aux brestoises et non-brestoises. Son objectif est également de faire prendre conscience au public de la complémentarité de ces fonds.

Patrimoines brestois, dont la maquette a été réalisée par la direction Communication, a paru 2 fois en 2012 et tire à 3 000 exemplaires diffusés via le réseau des établissements culturels.

La Lettre d'information du Musée des Beaux-arts

Elle paraît tous les mois et donne des informations pratiques comme les horaires d'ouverture du Musée et de l'Artothèque. Elle informe aussi sur les expositions, visites, animations, ateliers enfants et conférences organisées éventuellement avec le concours d'associations. Mise en ligne sur le site du Musée et envoyée à une liste de destinataires, elle est également tirée à 300 exemplaires.

La lettre de Brest

Magazine préparé par la direction du Développement Économique de Brest métropole océane avec le concours de journalistes extérieurs, il tire à 10 000 exemplaires et sort deux fois par an. La maquette comporte un dossier central et des rubriques d'information sur les relations internationales, la formation et la recherche, les entreprises et le portrait d'une personnalité du monde économique brestois. A noter, la rubrique "métropole" qui traite des projets métropolitains.

Sa diffusion se fait en direction du monde économique local, régional et même national par le biais d'un fichier d'entreprises, d'institutions et de consultants ; en interne, elle est adressée aux élus et cadres.

Ports de Brest

Cette revue tirée à 5 000 exemplaires paraît une fois par an. Elle est réalisée par un journaliste extérieur et traite de toute question relative aux ports de Brest : actualité, projets urbains ou économiques. Elle s'adresse à la communauté portuaire dans son ensemble. La DDE, la CCI, les visiteurs et délégations et, en interne, les directeurs de services en sont destinataires.

Soyons sport

Cette newsletter qui rend compte du projet sportif territorial et de l'actualité sportive de la Ville paraît depuis 2012 (2 numéros). On peut s'y abonner par Internet, mais elle est également tirée à 700 exemplaires à destination des associations et partenaires.

Personnel Infos

Cette publication est préparée par le service Recrutement - Mobilité de la direction des Ressources Humaines. Elle permet notamment de diffuser à l'ensemble des personnels les appels à candidature, l'actualité concernant la formation et les concours organisés ainsi que des informations pratiques. 16 numéros en 2012.

Les Lettres d'information des pôles et services

Elles sont élaborées en interne et ont pour objectif d'informer sur l'activité des services dans leurs différents domaines de compétence. Leur rythme de parution est variable suivant les pôles et elles sont accessibles dans l'Intranet :

- Lettre d'information du Pôle Développement Economique et Urbain.
- Le Journal du Pôle Solidarités - Citoyenneté - Proximité.
- Brèves du Pôle Espace Public et Environnement.
- La Lettre d'information de la mission Stratégie Métropolitaine et Prospective.
- La lettre de la sécurité informatique.

LES SITES INTERNET de Brest métropole océane et de la Ville de Brest

www.brest.fr

Brest.fr assure depuis 2011 une présence de la Collectivité sur les médias sociaux
(facebook, twitter)

Sites accompagnant des "projets"

Le Projet Tramway (SemTram)

<http://www.letram-brest.fr>

Le Contrat de baie

<http://www.rade-brest.fr/>

Le Projet Educatif Local

<http://www.pel-brest.net> (site spip)

Sites thématiques ou liés à des "services"

Les Bibliothèques

<http://biblio.brest.fr>

Les Archives

<http://archives.brest.fr>

Le Musée

<http://musee.brest.fr>

Le Conservatoire

<http://conservatoire.brest.fr>

La Conférence des Villes Portuaires
Européennes Périphériques

<http://www.cvpp.eu/>

Démocratie locale et citoyenneté (sites spip)

<http://www.a-brest.net>

L'Economie sociale et solidaire

<http://www.participation-brest.net>

Le Comité des Œuvres Sociales

<http://www.eco-sol-brest.net>

<http://www.cos-brest.fr/>

Sites événementiels

Seatechweek - Semaine internationale des
sciences et techniques de la mer

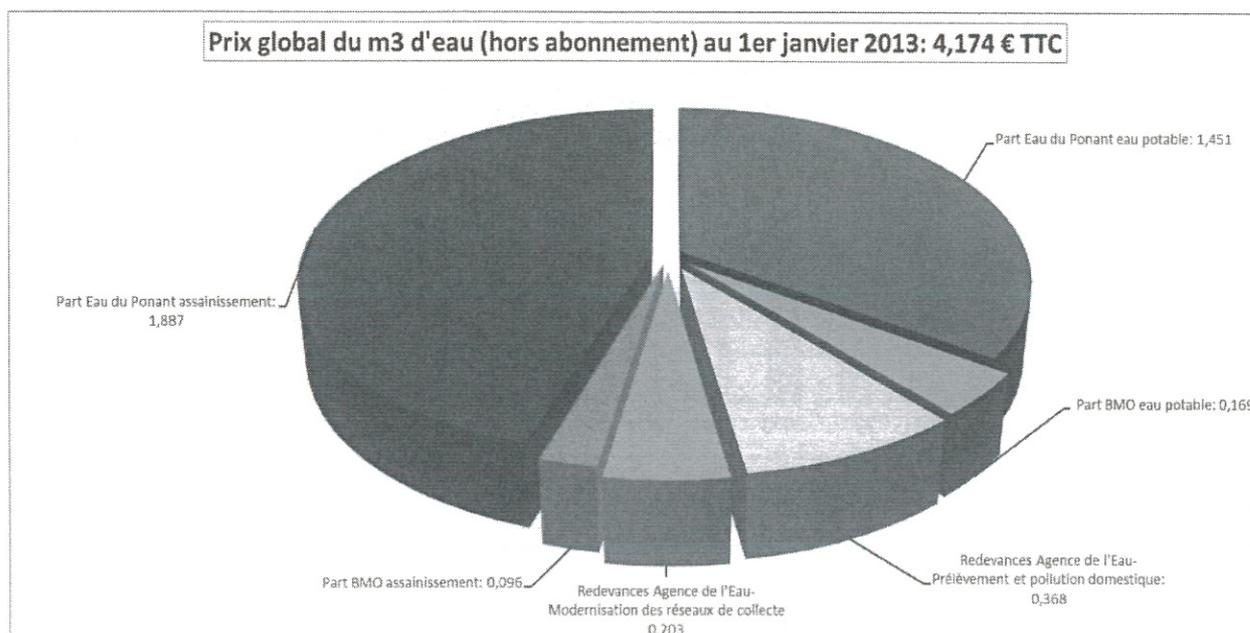
<http://www.seatechweek.com>

Safer Seas - Sécurité maritime et protection
de l'environnement marin

<http://www.saferseas-brest.org/>

6.2 Le prix de vente du mètre cube

Le prix de vente du m³ d'eau (hors abonnement) incluant l'eau potable et l'assainissement s'élève à **4,174 € TTC** au 1^{er} janvier 2013 contre **4,138 € TTC** au 1^{er} janvier 2012, soit une augmentation de **0,87%**. La décomposition de ce prix en fonction des différents éléments de facturation est présentée ci-dessous.



La part Bmo permet de couvrir les dépenses non déléguées à Eau du Ponant, à savoir principalement :

- Les frais de pilotage et de contrôle
- La gestion des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau potable (hors périmètre immédiat)
- Des frais d'analyse et de suivi de la qualité de l'eau et des rejets

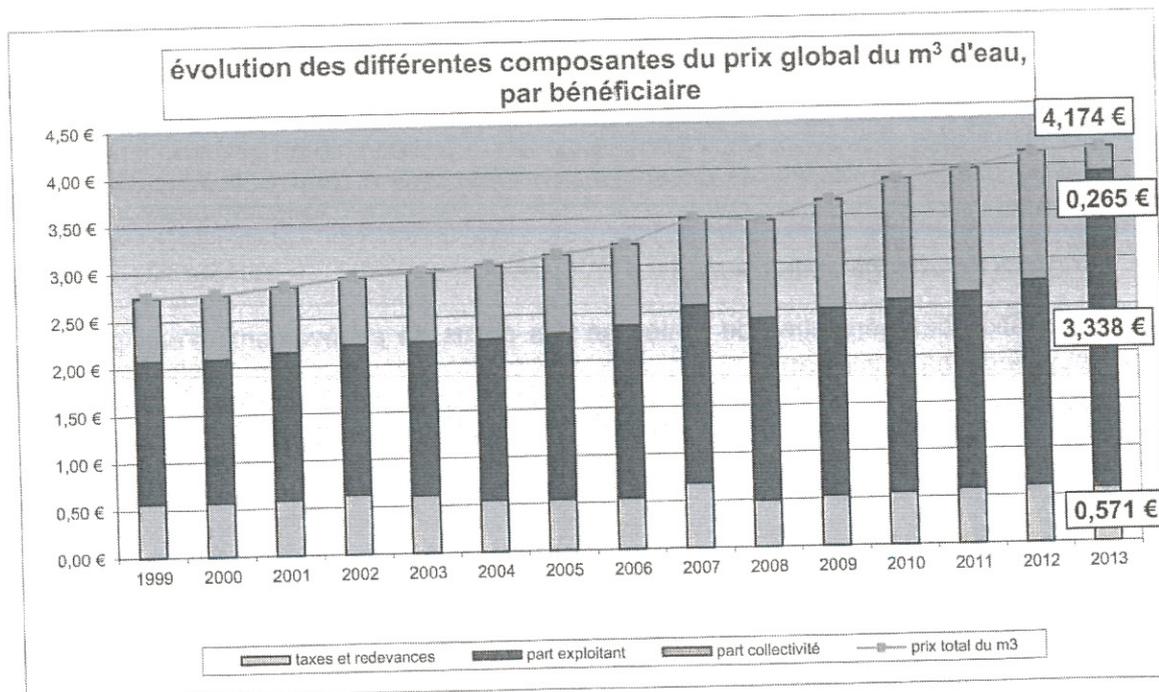
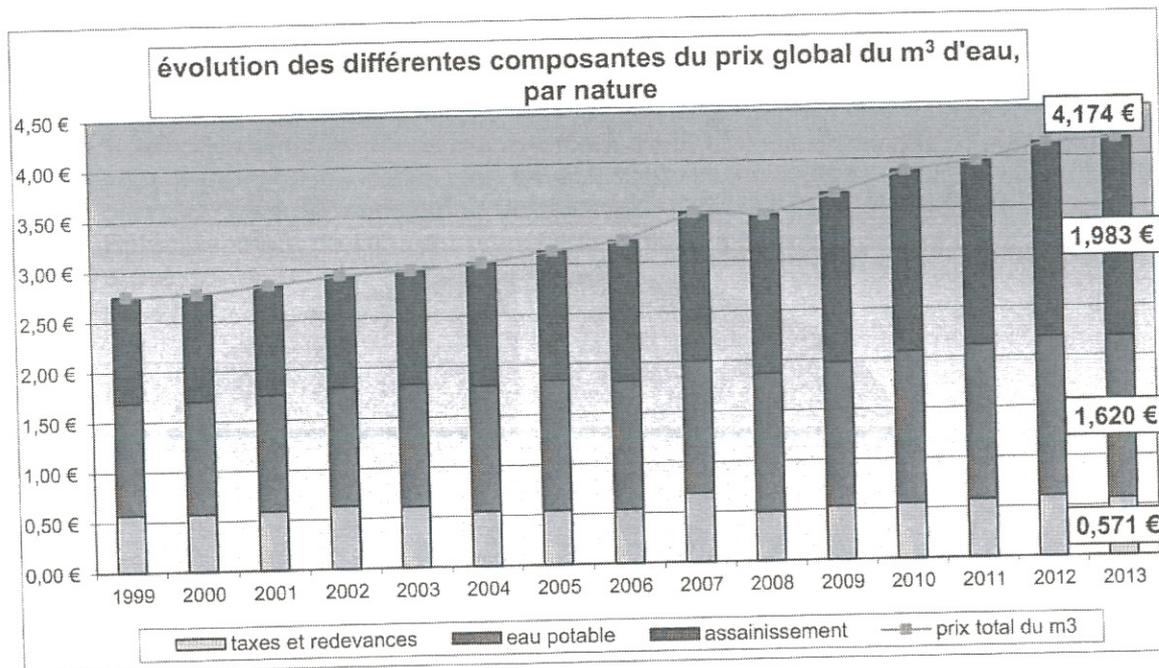
6.3 L'évolution des tarifs

Chaque partie du prix de l'eau évolue selon des règles spécifiques :

Tarif du délégataire : le prix perçu par le délégataire évolue annuellement, au 1^{er} janvier, par application de la formule d'indexation définie aux contrats de concession.

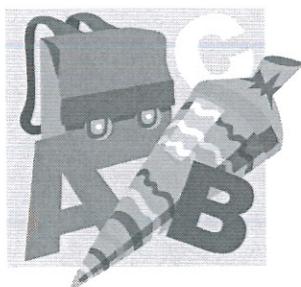
Part Brest métropole océane : la collectivité délibère chaque année sur la part qui lui revient, et en fixe le montant en fonction du besoin de financement nécessaire à l'équilibre des budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.

Redevances Agence de l'Eau : le barème de ces redevances est fonction des décisions arrêtées par cet organisme et varie selon les priorités définies dans son programme pluriannuel d'intervention (Cf. annexe 1-2).





Rentrée Scolaire 2013 - 2014



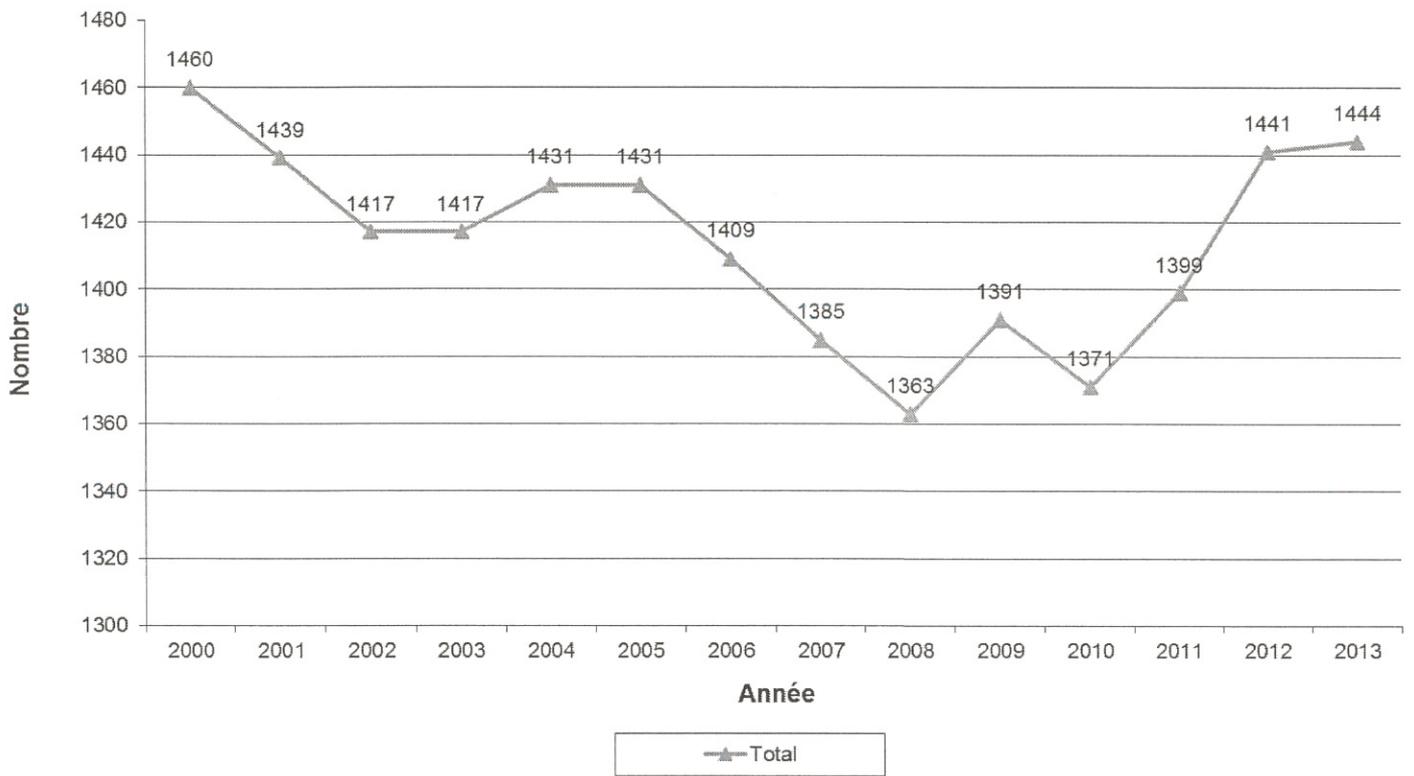
Des effectifs globaux en hausse

1444 élèves scolarisés sur la commune soit une hausse de 0,21 % par rapport à la rentrée 2012-2013.

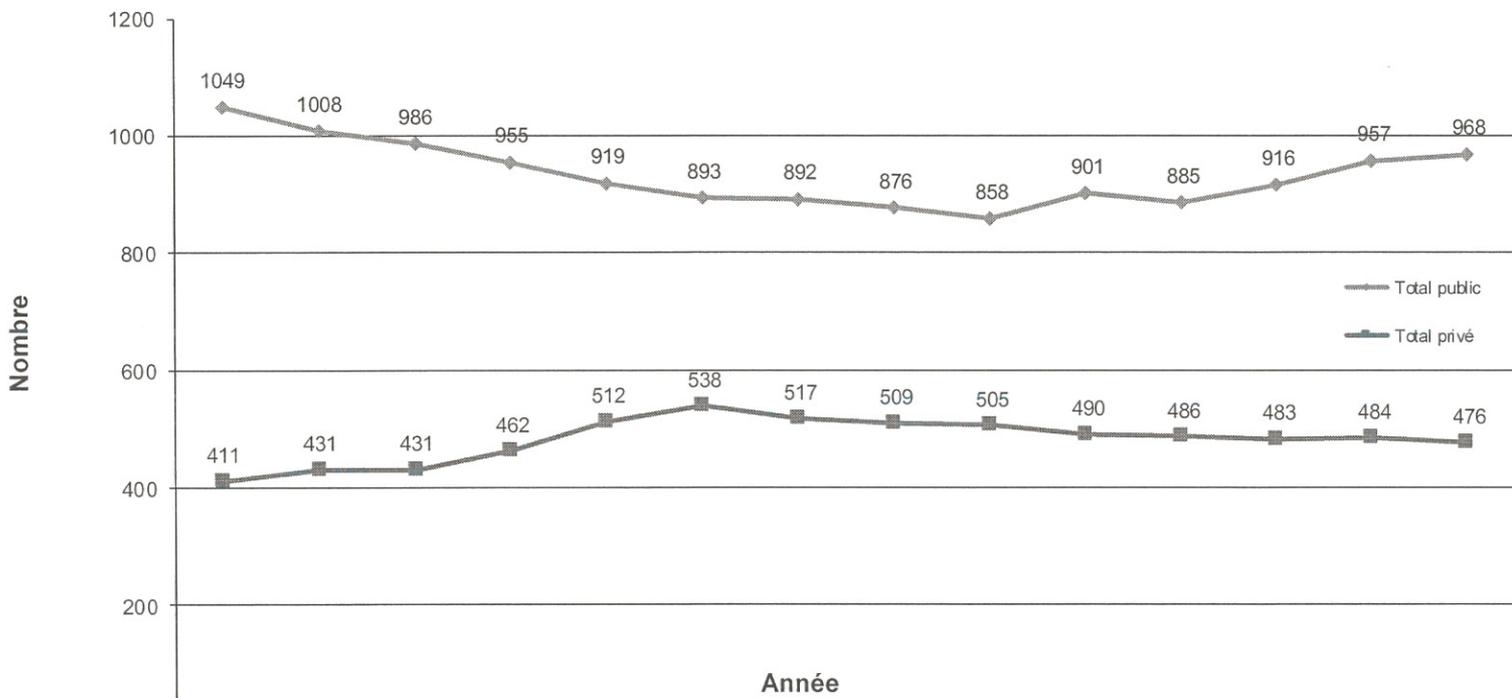
Cette hausse se concentrant sur la maternelle Sainte Thérèse et les élémentaires publiques.

Evolution des effectifs

Evolution du total des élèves



Evolution du total des élèves des écoles et collèges publics et privés



| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|----------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| ◆ Total public | 1049 | 1008 | 986 | 955 | 919 | 893 | 892 | 876 | 858 | 901 | 885 | 916 | 957 | 968 |
| ■ Total privé | 411 | 431 | 431 | 462 | 512 | 538 | 517 | 509 | 505 | 490 | 486 | 483 | 484 | 476 |

La répartition des effectifs

Pauline Kergomard

| Classe de | TPS | PS | MS | GS | CP | CE1 | CE2 | CM1 | CM2 | |
|------------------------------|-----|----|----|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|
| M. NAJA -Directeur/Mme PAPIN | 12 | 16 | | | | | | | | |
| Mme TALEC | | 15 | 11 | | | | | | | |
| Mme THOMAS | | | 27 | | | | | | | |
| Mme MOREL | | | | 32 | | | | | | |
| Mme MERCEUR | | | | | 15 | | | | | |
| Mme CRENN | | | | | 14 | | | | | |
| Mme COATELAN | | | | | | 28 | | | | |
| M LURTON | | | | | | 8 | 15 | | | |
| Mme BALLARD | | | | | | | 29 | | | |
| Mme CAUCHON | | | | | | | | 29 | | |
| Mme BRIAND | | | | | | | | | 27 | |
| TOTAL PAR NIVEAU | 12 | 31 | 38 | 32 | 29 | 36 | 44 | 29 | 27 | 278 |

CHATEAUBRIAND

| Maternelle | TPS | PS | MS | GS | | | | | | |
|-----------------------------|-----|----|----|----|----|-----|-----|-----|-----|------------|
| Mme CLAQUIN | 21 | 6 | | | | | | | | |
| Mme SOMMERVILLE/ Mme HENAFF | | 8 | 13 | | | | | | | |
| Mme GAC / Mme LE SEAC'H | | 8 | 15 | | | | | | | |
| Mme DUVERGER | | | 11 | 11 | | | | | | |
| Mme DEBON | | | | 23 | | | | | | |
| TOTAL PAR NIVEAU | 21 | 22 | 39 | 34 | | | | | | 116 |
| | | | | | | | | | | |
| Elémentaire | | | | | CP | CE1 | CE2 | CM1 | CM2 | |
| Mme LESCOPE | | | | | 22 | | | | | |
| Mme MERZEC | | | | | 21 | | | | | |
| M. TY-COZ /Mme CLOAREC | | | | | | 29 | | | | |
| Mme LE HIR | | | | | | | 29 | | | |
| Mme COUTET | | | | | | | 14 | 10 | | |
| M MORLAIS | | | | | | | | 30 | | |
| Mme GAROFFE/ Mme CLOAREC | | | | | | | | | | 33 |
| TOTAL PAR NIVEAU | | | | | 43 | 29 | 43 | 40 | 33 | 188 |

**SAINTE
THERESE**

| Maternelle | bilingues | TPS | PS | MS | GS | | | | | |
|----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--|--|--|--|------------|
| Mme GUENNEGUES | | 23 | 15 | | | | | | | |
| Mme LOBJOIS | | | 5 | 20 | | | | | | |
| Mme FLOCH | | | | 8 | 17 | | | | | |
| Mmes PASCO classe bilingue | 27 | | 10 | 8 | 9 | | | | | |
| TOTAL PAR NIVEAU | | 23 | 30 | 36 | 26 | | | | | 115 |

| Elémentaire | | | | | CP | CE1 | CE2 | CM1 | CM2 | |
|-------------------------|----|--|--|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|
| Mme BLEAS | 17 | | | | 8 | 9 | | | | |
| Mme SALOU | | | | | 21 | | | | | |
| Mme GELIN | | | | | | 21 | | | | |
| Mme TOURON-FREMOND | | | | | | 6 | 12 | | | |
| Mme QUENTEL | | | | | | | 24 | | | |
| Mme FOURN | | | | | | | | 23 | | |
| Mme GOUBELLE | | | | | | | | | 15 | |
| Mme KERBRAT | | | | | | | | | 15 | |
| Mme LE GALL | 23 | | | | | | 9 | 7 | 7 | |
| TOTAL PAR NIVEAU | | | | | 29 | 36 | 45 | 30 | 37 | 177 |

élèves bilingues

67

| | |
|--------------|------------|
| TOTAL | 292 |
|--------------|------------|

Effectifs des collèges

➤ Collège Croas Ar Pennoc :

386 élèves

➤ Collège Sainte Marie :

184 élèves

Coût moyen de fonctionnement
d'un élève en 2013

693 €

Crédits attribués aux écoles

| FONCTIONNEMENT | | Nbre d'élèves | Dotation/ élève | Budget |
|----------------|-------------------|---------------|-----------------|-----------|
| | | | | 30.526,16 |
| Maternelle | CHATEAUBRIAND | 116,00 | 49,87 | 5.784,92 |
| Primaire | CHATEAUBRIAND | 188,00 | 53,88 | 10.129,44 |
| Maternelle | PAULINE KERGOMARD | 113,00 | 49,87 | 14.611,80 |
| Primaire | PAULINE KERGOMARD | 165,00 | 53,88 | |

| INVESTISSEMENT | Calcul de la dotation | | | Budget |
|--------------------------|-----------------------|---------|---------|----------|
| | forfait | Nombre | crédit | |
| | école | classes | Classe | 8.040,27 |
| Maternelle CHATEAUBRIAND | 945,93 | 4,5 | 851,31 | 1.797,24 |
| Primaire Chateaubriand | 945,93 | 7,5 | 1418,85 | 2.364,78 |
| Ecole Pauline Kergomard | 1891,86 | 10,5 | 1986,39 | 3.878,25 |

Les travaux et investissements
réalisés dans les écoles

Ecole maternelle et élémentaire Chateaubriand

| Lieu | Travaux réalisés | en régie | Travaux | |
|---------------------|--|----------|------------|--------------------|
| | | | Entreprise | |
| Ecole Chateaubriand | Entretien, maintenance annuelle, petits travaux de réparation (électricité, plomberie, menuiserie) | X | | |
| | Entretien des espaces verts + traçage des cours d'école | X | | |
| | Déménagement classes pour préparation ménage et travaux d'entreprises | X | | |
| | Pose prises réseaux informatique complémentaires | X | | |
| | Installation des tableaux blancs interactifs | X | | |
| | Montage des meubles neufs et pose | X | | |
| | Petits travaux suivant liste demandée par le directeur | X | | |
| | Suivi travaux d'entreprises | X | | |
| | Réfection des peintures de certaines salles de classe et couloirs | | | 27 920,18 € |
| | Ravalement école maternelle | | | 15 282,77 € |
| | Ravalement extension cuisine chateaubriand | | | 8 602,96 € |
| | TOTAL | | | 51 805,91 € |

Ecole Pauline Kergomard

| Lieu | Travaux réalisés | en régie | Travaux |
|-------------------------|--|--------------|-------------|
| | | | Entreprise |
| Ecole Pauline Kergomard | Entretien, maintenance annuelle, petits travaux de réparation (électricité, plomberie, menuiserie) | X | |
| | Entretien des espaces verts + traçage des cours d'école | X | |
| | Déménagement classes pour préparation ménage et travaux d'entreprises | X | |
| | Petits travaux suivant liste demandée par le directeur | X | |
| | Montage des meubles neufs et pose | X | |
| | Pose panneaux acoustiques dans réfectoire | X | |
| | Pose de films solaires dans certaines classes | X | |
| | Pose prises réseaux informatique complémentaires | X | |
| | Remplacement partiel des menuiseries ext. 4ème tranche | | 9 858,04 € |
| | Etanchéité toiture terrasse | | 13 543,50 € |
| | Pose 2 stores vélux dans une classe | | 1 021,38 € |
| | Logement : petits travaux de plomberie, électricité et carrelage | X | |
| | Logement : remplacement fenestres et menuiseries 1ière tranche | | 9 276,63 € |
| | | TOTAL | |

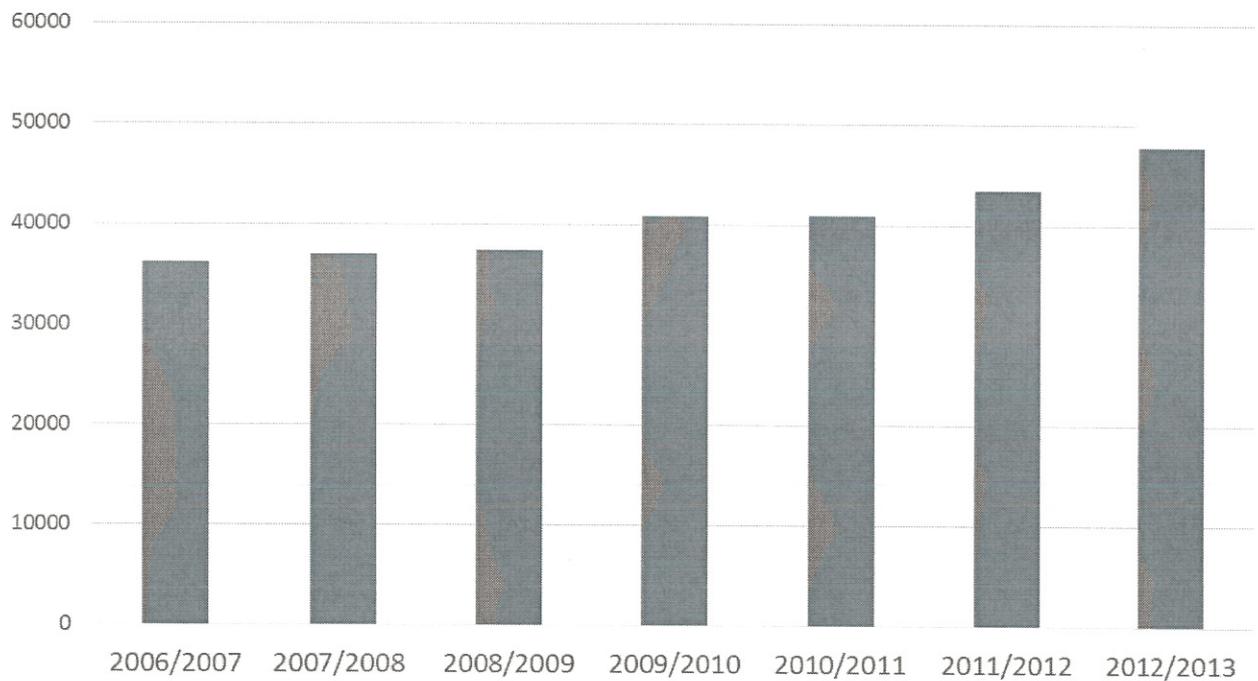
Investissement en mobilier

| | |
|---|----------------|
| Matériel informatique | 11766 € |
| 3 Vidéo Projecteur Interactif + 2 ordinateurs portables | 8426 € |
| 2 ordinateurs portables | 1432 € |
| 4 unités centrales | 1908 € |
| Mobilier | 5226 € |
| Bancs | 877 € |
| Tables + meubles | 1574 € |
| Tapis polyvalent | 1819 € |
| Ensembles de lits superposés | 956 € |
| Total | 16992 € |

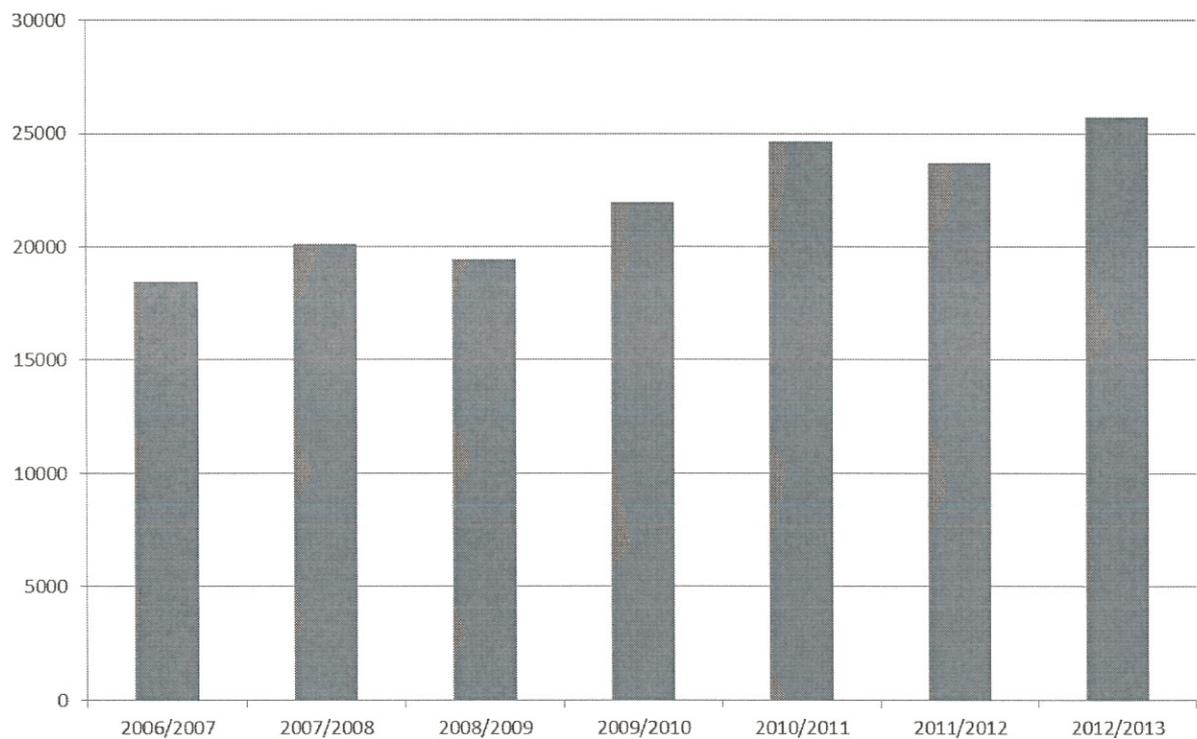
Bilan des accueils de loisirs
périscolaires
Cantine et garderie
2012/2013



Nombre de repas servís



Les accueils périscolaires en terme d'actes



Pendant le temps périscolaire
Les activités

DANSE ORIENTALE

Relaxation

Ateliers Sportifs

Arts plastiques

**Découverte
trompette/harpe**

Pendant le temps périscolaire
Les projets

Handisport

Semaine du jeu

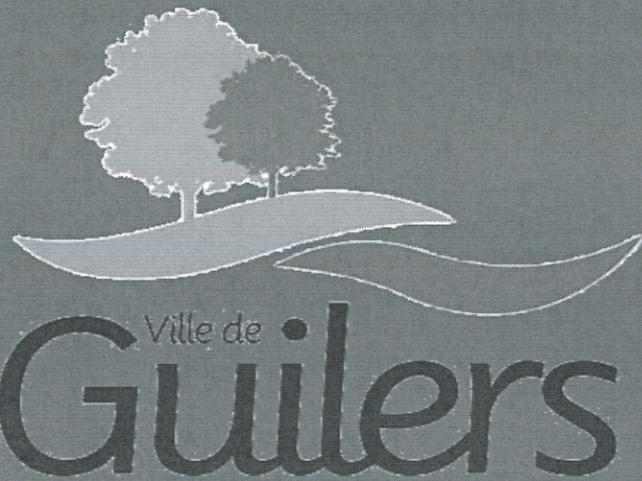
Intervention
de la médiathèque

« Les Arts » sera notre thème
cette année

- Arts plastiques pour maternelle et élémentaire
- La musique avec l'école de musique
- Le théâtre
- L'expression écrite
- L'expression corporelle avec Bouge ton corps

Et avec toutes les semaines ...

- Ludothèque pour tous
- Sport avec l'animateur de l'Espace Jeunes
- Jeux de gestes en maternelle
- Jeux intérieur
- Relaxation pour les petits



Service Jeunesse
Bilan
saison 2012-2013

Les actions du service

Le service jeunesse de la ville participe à différents dispositifs sur le territoire de BMO:

- La charte de partenariat jeunesse BMO
- Le Contrat de Territoire
- Réseau jeunesse BMO

Temps forts sur la commune:

- Le tremplin carte blanche
- Les olympiades
- Journée Sports et Handicaps
- Organisation d'un «vide grenier»

- 7 actions d'autofinancement:

Emballage de cadeaux de Noël, vente de confiseries et de boissons lors de « fort-ciné », des olympiades, de « l'essor breton », le forum des associations, animation d'un jeu pour les familles lors de « ciné-penfeld, service lors des vœux du Maire.

Partenariat collèges:

Depuis la saison dernière, le service jeunesse travail avec les collèges du territoire.

2 actions avec Croas ar pennoc:

- Atelier multimédia avec la cyber-commune.
- Intervention sur le projet « claque ton slam ».

1 action avec les deux collèges de la commune:

- Projet sécurité routière (en partenariat avec la Direction Départementale du Territoire et de la Mer).
- 8 classes de 6° et 5 ° ont été sensibilisées sur deux jours.

L'Espace Jeunes

Des chiffres:

- 113 adhérents de 12- 17 ans dont 45 % de filles.
- 36 adhérents de 10- 12 ans dont 58 % de filles.
- 75% des inscrits ont entre 12 et 14 ans.
- Les 12- 14 ans sont les plus présents sur les **activités**. Par exemple, ils représentent chez les 12- 17 ans : 76% des participants aux activités sur les vacances de février et 86% sur les activités du mois d'avril.

Des activités :

-103 activités réalisées sur la saison.

-12 soirées (participation à des spectacles, des évènements sportifs ou des soirées jeux à l'Espace Jeunes).

-6 stages (atelier de construction de jeux en bois, atelier esthétique, scrap booking, kinocabaret, les petits débrouillards, cuisine...).

Les projets de jeunes:

Le projet pédagogique de l'Espace Jeunes développe des axes de travail autour de « l'autonomie » et de la « participation ». L'un des moyens mis en place est l'accompagnement de projet de jeunes.

- « 1789 », WEEK END À NANTES (séjour à Nantes pour assister à la comédie musicale « 1789 »).
- WEB RADIO (création d'une radio sur le web à l'initiative d'un jeune de la commune).
- SÉJOUR D'ÉTÉ À ST JEAN DE MONTS (séjour de vacances lors des vacances d'été).

De plus, un projet a été proposé aux jeunes:

- « Peau neuve » (La rénovation du lieu d'accueil).

Été 2013:

- 40 activités (34 en 2012)= augmentation du nombre d'activités , activités dès le 1 juillet , sortie plage le vendredi et doublement d'activités certains jours.
- 445 participations de jeunes en activité (403 en 2012, 382 en 2011)= augmentation du nombre de participants aux activités liée à l'augmentation du nombre d'activités.
- 208 passages sur le lieu d'accueil (475 en 2012)= baisse de fréquentation s'expliquant par plusieurs facteurs: la météo ensoleillée, moins de jeunes de 15- 17ans souvent inactifs au local.
- 1 séjour « projet de jeunes » (15 participants).

Perspectives

- Continuité de la saison précédente dans les actions.
- Action de prévention routière: première action commune entre la Ville, Croas Ar Pennoc et St Marie.
- Renforcer l'accompagnement de projets de jeunes.
- Développer les stages (le même support d'activité sur plusieurs jours).

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DE L'INITIATION A LA LANGUE BRETONNE DANS LES ECOLES PRIMAIRES PUBLIQUES POUR LA PERIODE SEPTEMBRE 2013 – JUILLET 2016

Entre :

Le Conseil général du Finistère, représenté par M. Pierre MAILLE, son Président, agissant au nom et pour le compte du Département en vertu d'une délibération de l'Assemblée départementale du 2 septembre 2013,

Et

La Commune de Guilers, représentée par M Pierre Ogor , son Maire, agissant au nom et pour le compte de la Commune en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 26 septembre 2013.

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le Conseil général, en concertation étroite avec la Direction académique des Services de l'Education nationale avec qui il a signé une convention le 2013, entend œuvrer de manière active pour que les jeunes Finistériens qui ne poursuivent pas une scolarité bilingue puissent bénéficier le plus largement possible d'une initiation à la langue bretonne dans le cadre du temps scolaire. Cette animation culturelle s'inscrit dans le cadre réglementaire suivant :

-La loi Deixonne n°51-46 du 11 janvier 1951, codifiée dans les articles L312-10 et L312-11 du code de l'éducation, qui dispose « *qu'un enseignement de langues et cultures régionales peut être dispensé tout au long de la scolarité* » et que « *les maîtres sont autorisés à recourir aux langues régionales dans les écoles primaires et maternelles chaque fois qu'ils peuvent en tirer profit pour leur enseignement, notamment pour l'étude de la langue française* ».

Plus précisément :

-L'article L121-1 du code de l'éducation : « *Les écoles, collèges, lycées et établissements d'enseignement supérieur (...) dispensent une formation adaptée dans ses contenus et ses méthodes aux évolutions économiques, sociales et culturelles du pays et de son environnement européen et international. Cette formation peut comprendre un enseignement, à tous les niveaux, de langues et cultures régionales* »

-La loi d'orientation pour l'avenir de l'école du 23 avril 2005, article 20, premier alinéa de l'article L 312-10 du code de l'éducation : « *un enseignement de langue et culture régionale peut être dispensé tout au long de la scolarité selon des modalités définies par voie de convention entre l'Etat et les collectivités territoriales où ces langues sont en usage.* »

-Le cadre européen de référence pour les langues (CECRL), publié en 2000 par le conseil de l'Europe.

-La circulaire 2001-166 du 5 septembre 2001 (encart BO n° 33 du 13 septembre 2001), précisant que l'enseignement mis en œuvre dans le cadre de la convention se fait sous la forme d'une information-sensibilisation ;

-l'arrêté du 25 juillet 2007 relatif aux programmes de langues régionales à l'école primaire (BO HS n°9 du 27 septembre 2007), et son annexe 3 relative au breton.

La Commune de Guilers partage l'objectif du Conseil général et décide d'y contribuer activement sur son territoire au profit des écoles publiques primaires qui le demandent.

Le Conseil général du Finistère assure le financement d'un dispositif d'animations culturelles d'initiation à la langue bretonne à raison d'une heure hebdomadaire auprès des écoles publiques, sur demande de ces dernières et dans le cas où l'Education nationale ne peut assurer cette initiation par le recours à ses propres personnels dans le cadre d'échanges de services. Ces interventions sont financées par le Conseil général, qui s'associe des participations extérieures des communes et du Conseil régional de Bretagne.

Les associations intervenant dans les écoles se sont vues délivrer une habilitation comme associations complémentaires de l'enseignement public et leurs animateurs salariés sont habilités et satisfont aux compétences pédagogiques et linguistiques requises par la Direction académique des Services de l'Education nationale.

L'objet de la présente convention est de prévoir les modalités de ce cofinancement.

Le Conseil général et la Commune de Guilers décident de s'inscrire dans cette démarche selon les modalités suivantes.

Article 1^{er} – Modalités de financement des prestations dans les écoles

Le Conseil général finance le dispositif par l'attribution de subventions couvrant le coût de revient des prestations réalisées par l'association Sked dont les salariés interviennent dans les écoles publiques.

La Commune de Guilers contribue au financement du dispositif pour les écoles bénéficiaires de son territoire en versant une participation financière au Département.

Cette initiation à la langue bretonne est proposée dans les écoles primaires de la Commune de Guilers dans la limite des crédits mobilisés et affectés à cette action par le Conseil général et la Commune, selon des critères pédagogiques définis par convention entre la Direction académique des Services de l'Education nationale et l'association Sked. La convention liant la Direction académique des Services de l'Education nationale et l'association figure en annexe.

Article 2 - Bases de calcul du coût

L'association détermine chaque année, avec l'aide de la Direction académique des Services de l'Education nationale, le volume horaire et les classes qu'elle entend desservir à la rentrée suivante.

La demande de subvention qu'elle adresse au Conseil général est calculée sur la base de la réalisation par des salariés itinérants de 30 heures d'intervention / classe / année scolaire.

Article 3 - Répartition du coût entre le Conseil général et la Commune

Le montant de la participation de la commune sera calculé de la manière suivante : **33 %** du coût de la prestation ,prévu par l'association.

La participation de la commune est calculée de la manière suivante: demande totale de l'association / nombre d'heures prévisionnel total X nombre d'heures dans la commune X 33 %.

Durant l'année scolaire 2013-14, les écoles de Guilers bénéficient de **4 heures hebdomadaires** d'interventions. La participation de la commune est donc de 2376 € au maximum.

Article 4 – Organisation financière

Le Conseil général assure la gestion financière du dispositif. Il crée un titre de recettes à cette fin. Il adresse deux fois par an un titre de recettes précisant le montant précis à la Commune selon les modalités suivantes :

- En octobre de l'exercice budgétaire de l'année N : demande correspondant au 1^{er} trimestre de l'année scolaire N – N+1 (soit 11/30^{èmes} des interventions)
- Au début de l'exercice budgétaire de l'année N + 1 : demande correspondant aux 2^{es} et 3^{es} trimestres de l'année scolaire N - N+1 (soit 19 des 30 interventions).

Après décision par l'organe délibérant, la Commune procédera au paiement des subventions selon les règles de la comptabilité publique en faisant porter le montant au crédit du compte n° BDF Brest n° 30001 00228 C2920000000 15.

Article 5 – Comité de pilotage

Un comité de pilotage composé du Conseil général, de la Direction académique des Services de l'Education nationale, de l'ensemble des financeurs et des associations donne un avis sur les besoins annuels de financement du dispositif et sur les initiatives souhaitables pour permettre son développement auprès d'un nombre croissant d'établissements scolaires. Il peut formuler toutes propositions d'adaptations concourant à l'objectif précité. Il se réunit au minimum une fois par an avant la fin de l'année scolaire pour organiser la rentrée suivante ainsi que sur demande de l'une des parties.

Article 6 – Durée

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de la rentrée scolaire 2013. L'engagement des parties dans la présente convention est limité aux crédits votés et affectés annuellement par chacune des parties à cette action. Son éventuel renouvellement fera l'objet d'une négociation entre les 2 parties qui débutera au plus tard 6 mois avant son terme. Pour cela, le Conseil général demandera un bilan global synthétique de l'application du dispositif d'initiation scolaire en cours d'achèvement et des propositions de perspectives pour la période triennale suivante à la Direction académique des Services de l'Education nationale.

Article 7 : Communication

Le Conseil général et la Commune s'engagent à mentionner leur implication mutuelle dans toutes les publications ou actions de communication relatives au présent partenariat. Ils s'assurent que la Direction académique des Services de l'Education nationale et les établissements scolaires concernés fassent de même mention de ce partenariat.

Article 8 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Quimper le 2013

Le Maire de Guilers

**Pour le Président du Conseil général,
La Conseillère générale déléguée**

Pierre OGOR

Maryvonne BLONDIN

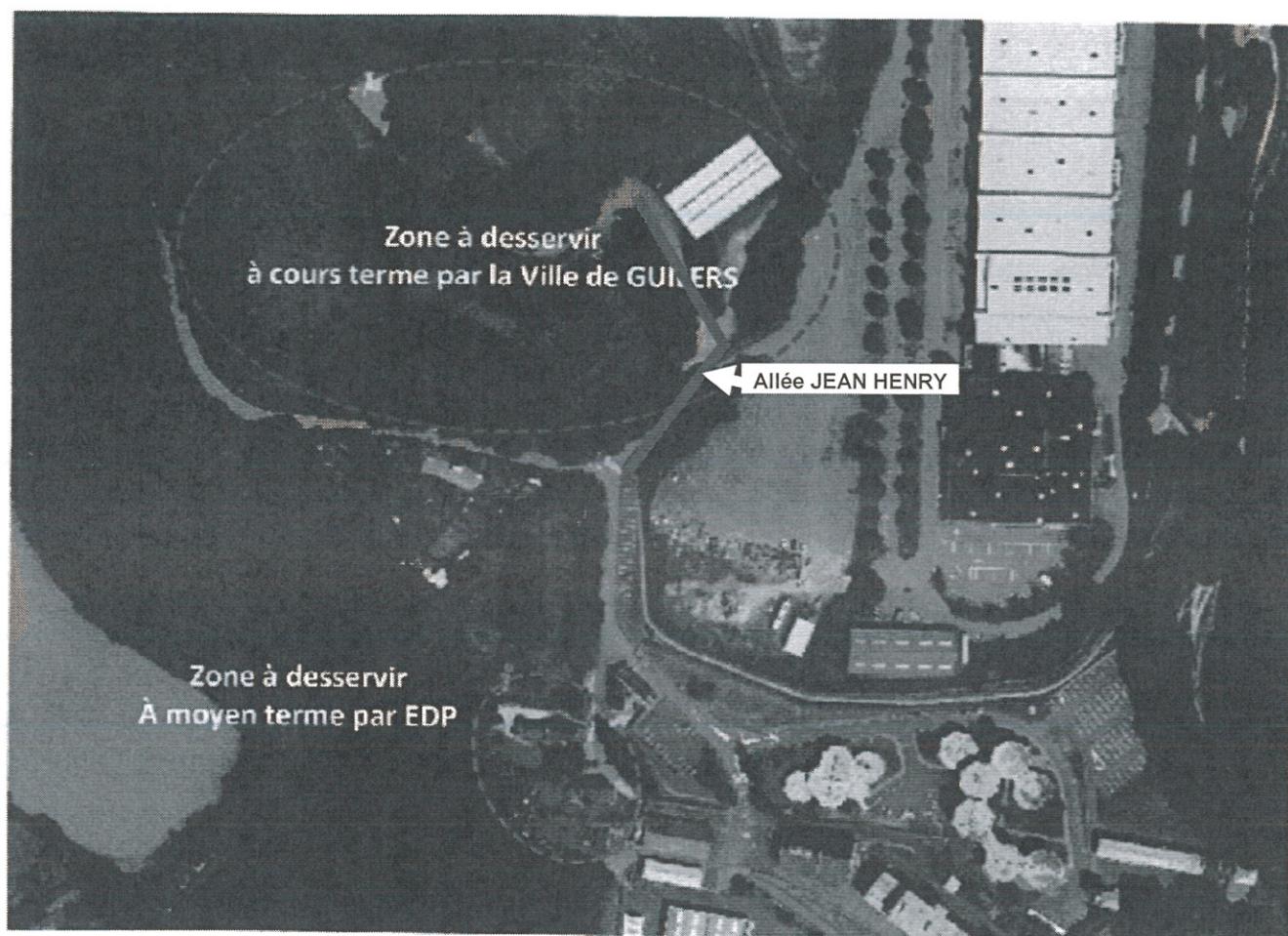
Annexe : Liste des établissements et des classes bénéficiaires dans la Commune à la rentrée 2013

Pièces jointes : 1) Convention du entre le Conseil général et la Direction académique des Services de l'Education nationale relative à l'initiation à la langue bretonne dans les écoles publiques du Finistère.
2) Convention pédagogique du entre la Direction académique des Services de l'Education nationale et l'association
3) Convention d'objectifs du entre le Conseil général et l'association Sked pour la période 2013 – 2016.

| association | Typ e école | nom | ville | tél | ref | sk | me | ga | cp | dec | cm1 | cm2 | cm3 | cm4 | hora ire dem ande | Nbre d'heures proposées par DA | total dem ande | convention commune | prix marché | participation prévisionnelle Région Bretagne | participation CG 29 | coût total | Participation des communes: simulation litres de recettes sur la base de 33% du coût | 1er titre de recettes: 9/30ème | 2ème titre de recettes: 21/30ème | | | | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------|-------------|--------------------|----------------------|----------------|-----------------|----|----|----|----|-----|-----|-----|-----|-----|-------------------|--------------------------------|----------------|--------------------|-------------|--|---------------------|------------|--|--------------------------------|----------------------------------|------------|------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| An Oaled | EP | Bourg | BOURG-BLANC | 02 98 84 58 71 | ec-02912201@ac- | 33 | 33 | 26 | 23 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | 60 | 1 213,96 € | 3 610 € | 7 200 € | 2 376,00 € | 712,80 € | 1 663,20 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EP | J Guillou | BRIGNOGAN-PLAGE | 02 98 83 05 50 | ec-02909949@ac- | 15 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 4 | 4 | 4 | 4 | 60 | 1 213,96 € | 3 610 € | 7 200 € | 2 376,00 € | 712,80 € | 1 663,20 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EP | du Vieux Poirier | GOULVEN | 02 98 83 50 46 | ec-02910461@ac- | 8 | 4 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 60 | 303,49 € | 903 € | 1 800 € | 594,00 € | 178,20 € | 415,80 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EP | J SIGNOR | LANDEDA | 02 98 04 93 43 | ec-02908883@ac- | 0 | 23 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | 60 | 1 213,96 € | 3 610 € | 7 200 € | 2 376,00 € | 712,80 € | 1 663,20 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EE | Bourg | LANNILIS | 02 98 04 05 35 | ec-02911851@ac- | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 1 | 1 | 1 | 60 | 1 213,96 € | 3 610 € | 7 200 € | 2 376,00 € | 712,80 € | 1 663,20 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EM | Bourg | LANNILIS | 02 98 04 19 64 | ec-02910608@ac- | 24 | 23 | 24 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 60 | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EP | M AYMÉ | MILIZAC | 02 98 07 98 94 | ec-02918023@ac- | 28 | 37 | 28 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | 60 | 1 213,96 € | 3 610 € | 7 200 € | 2 376,00 € | 712,80 € | 1 663,20 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EP | DU LAC | PLABENNEC | 02 98 40 79 09 | ec-02908777@ac- | 62 | 57 | 42 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 8 | 8 | 8 | 60 | 2 427,92 € | 7 220 € | 14 400 € | 4 752,00 € | 1 425,60 € | 3 326,40 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EP | DES MOULINS | PLOUVIEN | 02 98 40 92 45 | ec-02908888@ac- | 27 | 28 | 27 | 30 | 24 | 31 | 0 | 0 | 0 | 6 | 6 | 6 | 6 | 60 | 1 820,94 € | 5 415 € | 10 800 € | 3 564,00 € | 1 069,20 € | 2 494,80 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EP | LE SPERNOC | PORSPODER | 02 98 89 90 80 | ec-02912185@ac- | 15 | 13 | 18 | 15 | 17 | 12 | 16 | 10 | 0 | 5 | 5 | 5 | 5 | 60 | 1 517,45 € | 4 513 € | 9 000 € | 2 970,00 € | 891,00 € | 2 079,00 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EP | De l'Abbaye Benoit | SAINT-PABU | 02 98 89 83 05 | ec-02903831@ac- | 16 | 11 | 14 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | 2 | 60 | 606,98 € | 1 805 € | 3 600 € | 1 188,00 € | 356,40 € | 831,60 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EM | LE PETIT PRINCE | SAINT-RENNAN | 02 98 84 21 94 | ec-02918055@ac- | 16 | 30 | 22 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3,5 | 60 | 1 062,22 € | 3 159 € | 6 300 € | 2 079,00 € | 623,70 € | 1 455,30 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| An Oaled | EP | LE VEZAC | SAINT-RENNAN | 02 98 84 37 98 | ec-02920199@ac- | 25 | 20 | 25 | 26 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total An Oaled | | | | | | | | | | | | | | | | 49 | 0 | 49 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EM | KERANGOFF | BREST | 02 98 45 13 86 | ec-02904674@ac- | 28 | 28 | 16 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 60 | 5 159,33 € | 15 343 € | 30 600 € | 10 098,00 € | 3 029,40 € | 7 066,60 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EM | Kerangoayvat | BREST | 02 98 45 08 45 | ec-02904688@ac- | 30 | 27 | 26 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EM | Rép-Sanquer | BREST | 02 98 44 45 76 | ec-02905067@ac- | 39 | 38 | 27 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | JACQUARD | BREST | 02 98 44 44 98 | ec-02908009@ac- | 49 | 27 | 29 | 24 | 27 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 6 | 6 | 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | P Kergomard | GUILERS | 02 98 07 53 09 | ec-02911790@ac- | 0 | 27 | 35 | 31 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | 60 | 1 213,96 € | 3 610 € | 7 200 € | 2 376,00 € | 712,80 € | 1 663,20 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | L PERGAUD | GUILPAVAS | 02 98 84 73 10 | ec-02905898@ac- | 30 | 30 | 30 | 36 | 39 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | 6 | 6 | 6 | 60 | 1 820,94 € | 5 415 € | 10 800 € | 3 564,00 € | 1 069,20 € | 2 494,80 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | L Drapier-Cadec | IRVILLAC | 02 98 25 86 34 | ec-02909114@ac- | 0 | 24 | 23 | 34 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | 60 | 606,98 € | 1 805 € | 3 600 € | 1 188,00 € | 356,40 € | 831,60 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | Bourg | LA MARTYRE | 02 98 25 13 87 | ec-02909121@ac- | 0 | 29 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 60 | 303,49 € | 903 € | 1 800 € | 594,00 € | 178,20 € | 415,80 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EM | F BUISSON | LANDERNEAU | 02 98 85 05 25 | ec-02905122@ac- | 20 | 28 | 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 60 | 5 766,31 € | 17 348 € | 34 200 € | 11 286,00 € | 3 385,80 € | 7 900,20 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EM | LE TOUROUX | LANDERNEAU | 02 98 21 37 37 | ec-02905148@ac- | 24 | 25 | 31 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EE | F BUISSON | LANDERNEAU | 02 98 21 50 50 | ec-02905249@ac- | 0 | 0 | 0 | 25 | 27 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | M CURIE | LANDERNEAU | 02 98 85 04 91 | ec-02909128@ac- | 25 | 31 | 29 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | KERGREIS | LANDERNEAU | 02 98 85 25 34 | ec-02911802@ac- | 18 | 22 | 26 | 0 | 0 | 23 | 20 | 32 | 12 | 8 | 8 | 8 | 8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | J MONNET | LE CONQUET | 02 98 89 48 65 | ec-02908505@ac- | 0 | 18 | 15 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | 2 | 60 | 606,98 € | 1 805 € | 3 600 € | 1 188,00 € | 356,40 € | 831,60 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | J FERRY | LE RELECQ-K | 02 98 28 09 48 | ec-02910901@ac- | 45 | 48 | 40 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 6 | 6 | 6 | 60 | 1 820,94 € | 5 415 € | 10 800 € | 3 564,00 € | 1 069,20 € | 2 494,80 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | KERISCONALCH | LOCMARIA-PLOUZANE | 02 98 48 44 13 | ec-02911104@ac- | 0 | 30 | 43 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 60 | 910,47 € | 2 708 € | 5 400 € | 1 782,00 € | 534,60 € | 1 247,40 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | E TABARLY | LOPERHET | 02 98 07 02 30 | ec-02912881@ac- | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 | 16 | 31 | 27 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 60 | 910,47 € | 2 708 € | 5 400 € | 1 782,00 € | 534,60 € | 1 247,40 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | TRÉZIN | PLOUZARZEL | 02 98 89 05 98 | ec-02908602@ac- | 16 | 18 | 17 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 60 | 910,47 € | 2 708 € | 5 400 € | 1 782,00 € | 534,60 € | 1 247,40 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | GOAREM GOZ | PLOUGASTEL-D | 02 98 40 22 64 | ec-02913661@ac- | 10 | 20 | 18 | 17 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 60 | 910,47 € | 2 708 € | 5 400 € | 1 782,00 € | 534,60 € | 1 247,40 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | AMITA CONTI | PLOUZANE | 02 98 05 12 64 | ec-02908933@ac- | 21 | 25 | 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 9 | 9 | 60 | 2 731,41 € | 8 123 € | 16 200 € | 5 346,00 € | 1 603,80 € | 3 742,20 € | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EM | Croas Sallou | PLOUZANE | 02 98 05 20 03 | ec-02918898@ac- | 34 | 30 | 34 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sked | EP | COAT EDERN | PLOUZANE | 02 98 05 15 25 | ec-02917988@ac- | 20 | 22 | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total Sked | | | | | | | | | | | | | | | | 80 | 0 | 80 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | Bourg | BOTSORHEL | 02 98 72 85 05 | ec-02909964@ac- | 5 | 1 | 1 | 7 | 3 | 7 | 8 | 7 | 0 | 2 | 2 | 2 | 2 | 60 | 606,98 € | 1 805 € | 3 600 € | 1 188,00 € | 356,40 € | 831,60 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EM | Kerivponneun | LANDIVISIAU | 02 98 24 92 56 | ec-02905133@ac- | 0 | 23 | 33 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | 2 | 60 | 1 820,94 € | 5 415 € | 10 800 € | 3 564,00 € | 1 069,20 € | 2 494,80 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EE | Kerivponneun | LANDIVISIAU | 02 98 68 04 43 | ec-02909960@ac- | 0 | 0 | 0 | 0 | 33 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | RUE D'ARVOR | LANDIVISIAU | 02 98 68 03 06 | ec-02916839@ac- | 33 | 27 | 35 | 44 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | 5 | 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | C CAER | MORLAIX | 02 98 88 07 96 | ec-02911370@ac- | 0 | 18 | 13 | 18 | 17 | 16 | 15 | 11 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | 20 | 20 | 60 | 6 069,80 € | 18 050 € | 36 000 € | 11 880,00 € | 3 564,00 € | 8 316,00 € | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | POAN BEN | MORLAIX | 02 98 88 07 99 | ec-02911608@ac- | 15 | 17 | 19 | 13 | 17 | 13 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | J LAURES | MORLAIX | 02 98 88 17 00 | ec-02916864@ac- | 34 | 30 | 38 | 38 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | J PIAGET | MORLAIX | 02 98 88 42 14 | ec-02918199@ac- | 30 | 28 | 24 | 29 | 29 | 23 | 20 | 24 | 0 | 8 | 8 | 8 | 8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EE | J FERRY | PLEYBER-CHRIST | 02 98 78 43 13 | ec-02908070@ac- | 0 | 0 | 0 | 22 | 25 | 27 | 33 | 18 | 0 | 5 | 5 | 5 | 5 | 60 | 1 517,45 € | 4 513 € | 9 000 € | 2 970,00 € | 891,00 € | 2 079,00 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | AMITA CONTI | PLOUESCAT | 02 98 69 60 49 | ec-02917084@ac- | 0 | 20 | 23 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | 3 | 3 | 3 | 3 | 60 | 910,47 € | 2 708 € | 5 400 € | 1 782,00 € | 534,60 € | 1 247,40 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | J-F COUSTEAU | PLOUGONVEN | 02 98 78 66 76 | ec-02902721@ac- | 18 | 12 | 11 | 11 | 12 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 60 | 910,47 € | 2 708 € | 5 400 € | 1 782,00 € | 534,60 € | 1 247,40 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EM | P et M CURIE | SAINT-POL-DE-LEON | 02 98 03 00 54 | ec-02910778@ac- | 35 | 21 | 13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 60 | 910,47 € | 2 708 € | 5 400 € | 1 782,00 € | 534,60 € | 1 247,40 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | Bourg | SANT-SERVAIS | 02 98 68 00 77 | ec-02909933@ac- | 0 | 17 | 18 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 60 | 303,49 € | 903 € | 1 800 € | 594,00 € | 178,20 € | 415,80 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | Bourg | SIZUN | 02 98 68 05 07 | ec-02917509@ac- | 0 | 15 | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 1 | 60 | 303,49 € | 903 € | 1 800 € | 594,00 € | 178,20 € | 415,80 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | LE GOULEOU | ST-MARTIN-DES-CHAMPS | 02 98 88 39 36 | ec-02905258@ac- | 35 | 28 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | 4 | 13 | 13 | 60 | 3 945,37 € | 11 733 € | 23 400 € | 7 722,00 € | 2 316,60 € | 5 405,40 € | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EP | LE BINIGOU | ST-MARTIN-DES-CHAMPS | 02 98 88 05 01 | ec-02909658@ac- | 16 | 12 | 12 | 20 | 17 | 13 | 23 | 0 | 0 | 6 | 6 | 6 | 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| KLT | EE | J FERRY | ST-MARTIN-DES-CHAMPS | 02 98 88 13 34 | ec-02909667@ac- | 0 | 0 | 0 | 27 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 | 3 | 3 | 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total KLT | | | | | | | | | | | | | | | | 53 | 0 | 53 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mervent | EP | Des 2 Rivières | ARZANG | 02 98 71 74 62 | ec-02921385@ac- | 20 | 8 | 11 | 14 | 12 | 5 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | 3 | 60 | 303,49 € | 903 € | 1 800 € | 594,00 € | 178,20 € | 415,80 € | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| association | Typ e eol e | nom | ville | tél | mail | ps | ms | gs | cp | ce1 | ce2 | cm1 | cm2 | clt | hora ire dem andé | Nbre d'heures proposées par DA | total demand e | participation convention commune | prix marché | participation prévisionnelle Région Bretagne | participation CG 29 | coût total | Participation des communes: simulation litres de recettes sur la base de 33% du coût | 1er titre de recettes: 9/30ème | 2ème titre de recettes: 21/30ème | | |
|----------------------|----------------------|-----------------|----------------|----------------|-----------------|----|----|------|------|------|------|-----|-----|-----|----------------------------|---|----------------------|--|----------------|--|------------------------|------------|--|--------------------------------------|--|-------------|--------------|
| Mervent | EP | F LE GUYADER | QUIMPER | 02 98 95 17 45 | ec-02917318@ac- | 50 | 30 | 30 | 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | 5 | | | | | | | | | | | |
| Mervent | EP | E MICHELET | QUIMPER | 02 98 53 20 42 | ec-02919031@ac- | 28 | 28 | 20 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | | | | | | | | | | | |
| Mervent | EP | F BUISSON | QUIMPER | 02 98 55 44 03 | ec-0291244N@ac- | 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | | | | | | | | | | | |
| Mervent | EP | COAT PIN | RIEC-SUR-BELON | 02 98 06 92 02 | ec-0291939F@ac- | 11 | 5 | 10 | 10 | 7 | 9 | 6 | 9 | 0 | 3 | 3 | 3 | | 60 | 910,47 € | 2 708 € | 5 400 € | 1 782,00 € | 534,60 € | 1 247,40 € | | |
| Mervent | EP | DU ROZ | ROSMOEN | 02 98 81 94 80 | ec-02905677@ac- | 11 | 14 | 14 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | | 60 | 606,98 € | 1 805 € | 3 600 € | 1 188,00 € | 356,40 € | 831,60 € | | |
| Mervent | EM | Parc An Breac'h | ROSPORDEN | 02 98 59 23 05 | ec-0291712D@ac- | 0 | 0 | 25 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | | 60 | 303,49 € | 903 € | 1 800 € | 594,00 € | 178,20 € | 415,80 € | | |
| Mervent | EM | L DE VINCI | SAINT-EVARZEC | 02 98 56 24 13 | ec-0291159C@ac- | 34 | 40 | 28 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 | 4 | | 60 | 1 213,95 € | 3 610 € | 7 200 € | 2 375,00 € | 712,80 € | 1 663,20 € | | |
| | | | SAINT-GOAZEC | | | | | | | | | | | | | | 2 | | 60 | 606,98 € | 1 805 € | 3 600 € | 1 188,00 € | 356,40 € | 831,60 € | | |
| Mervent | EP | Bourg | SAINT-NIC | 02 98 26 51 45 | ec-0290636I@ac- | 0 | 0 | 0 | 9 | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 60 | 0,00 € | 0 € | 0 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | |
| Mervent | EP | J DAUBIÉ | SAINT-SEGAL | 02 98 73 01 98 | ec-0290637K@ac- | 0 | 0 | 0 | 23 | 15 | 16 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | | 60 | 606,98 € | 1 805 € | 3 600 € | 1 188,00 € | 356,40 € | 831,60 € | | |
| Mervent | EP | Bourg | SAINT-THURIEN | 02 98 39 43 06 | ec-0291734C@ac- | 10 | 13 | 24 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | | 60 | 606,98 € | 1 805 € | 3 600 € | 1 188,00 € | 356,40 € | 831,60 € | | |
| Mervent | EP | Bourg | TOURC'H | 02 98 59 10 77 | ec-0290747E@ac- | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 | 11 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | | 60 | 606,98 € | 1 805 € | 3 600 € | 1 188,00 € | 356,40 € | 831,60 € | | |
| Mervent | EP | LECHIAGAT | TREFFIAGAT | 02 98 58 12 65 | ec-0290730L@ac- | 0 | 0 | 24 | 20 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | 0 | 60 | 0,00 € | 0 € | 0 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | |
| Mervent | EP | Des 3 Galets | TREGUENNEC | 02 98 87 70 22 | ec-0290732N@ac- | 3 | 3 | 2 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 1 | 0 | 60 | 0,00 € | 0 € | 0 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | | |
| Mervent | EP | J BIDEAUJ | TREMEOC | 02 98 87 15 31 | ec-0290731P@ac- | 27 | 16 | 23 | 18 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | 3 | | 60 | 910,47 € | 2 708 € | 5 400 € | 1 782,00 € | 534,60 € | 1 247,40 € | | |
| Mervent | EP | Bourg | TREMEVEN | 02 98 96 19 64 | ec-0291704V@ac- | 0 | 14 | 20 | 15 | 17 | 16 | 15 | 26 | 0 | 5 | 5 | 5 | | 60 | 1 517,45 € | 4 513 € | 9 000 € | 2 970,00 € | 891,00 € | 2 079,00 € | | |
| Mervent | EP | Les Hirondelles | TREOGAT | 02 98 87 65 80 | ec-0290734H@ac- | 10 | 4 | 4 | 10 | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | 2 | | 60 | 606,98 € | 1 805 € | 3 600 € | 1 188,00 € | 356,40 € | 831,60 € | | |
| Total Mervent | | | | | | | | | | | | | | | 156 | 0 | 158 | | | | | | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | | | | 1502 | 2769 | 1823 | 1114 | 387 | 273 | 226 | 43 | 342 | 344 | 0 | 346 | 329,5 | | 100 000 € | 297 377 € | 593 100 € | 195 723,00 € | 58 716,90 € | 137 006,10 € |

PLAN



Annexe 4

PROJET AVENANT N° 1 à la convention d'objectifs signée le 27 mai 2011

Entre :

D'une part les collectivités partenaires :

Brest métropole océane-Communauté Urbaine, représentées par François
CUILLANDRE, Président,

La ville de Bohars, représentée par Monsieur Armel GOURVIL, Maire de BOHARS,

La ville de Brest, représentée par Madame Bernadette ABIVEN, 1^{ère} Adjointe au Maire
de Brest,

La ville de Gouesnou, représentée par Monsieur Michel PHELEP, Maire de Gouesnou,

La ville de Guilers, représentée par Monsieur Pierre OGOR, Maire de Guilers,

La ville de Guipavas, représentée par Monsieur Alain QUEFFELEC, Maire de Guipavas,

La ville de Plougastel-Daoulas, représentée par Monsieur Dominique CAP, Maire de
Plougastel-Daoulas,

La ville de Plouzané, représentée par Monsieur Bernard RIOUAL, Maire de Plouzané

La ville du Relecq-Kerhuon, représentée par Monsieur Yohann NEDELEC, Maire du
Relecq-Kerhuon;

Le syndicat intercommunal à vocation unique pour la gestion des EHPAD des Rives de
l'Elorn, représenté par Monsieur Alain QUEFFELEC, Président,

Chaque représentant agissant en vertu d'une délibération de son conseil municipal,
communautaire ou comité syndical respectif,

et d'autre part,

le Comité des Œuvres Sociales des « collectivités partenaires », dont le siège social est situé
62 rue de Glasgow à Brest, représenté par Monsieur Jean Luc MINGAM, agissant en qualité
de Président

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article unique :

Dans l'article 2 relatif « aux engagements de l'association » les deux premiers alinéas du
premier paragraphe – 1 Moyens à mettre en œuvre par l'association » sont modifiés et
complétés par le texte suivant :

1. Moyens à mettre en œuvre par l'association :

Afin d'offrir aux bénéficiaires des prestations offrant le meilleur rapport qualité coût,
le COS cherchera une complémentarité d'actions avec les structures intervenant dans le
champ de son objet social.

Il s'attachera par ailleurs à collaborer avec les services sociaux des personnes
adhérentes et avec les services de Brest métropole océane-Communauté Urbaine. Dans
ce cadre, le COS garantit qu'un minimum de 10 000 € sera consacré annuellement pour
le secours des agents.

*Le COS pourra, après décision du bureau du COS, attribuer, sur demande du
service social du travail de Brest métropole océane ou des autres collectivités
partenaires, des avances sur primes prévues dans le cadre des délibérations des
collectivités partenaires. Le COS autorise en conséquence les collectivités employeurs à
recouvrer les avances versées à ce titre.*

Par ailleurs, pour le personnel des collectivités partenaires, la gestion des Chèques vacances est confiée au COS.

Les collectivités partenaires ci-dessus citées procéderont au prélèvement sur le salaire du montant épargné par les agents. Les frais de gestion afférents aux chèques vacances et la bonification attribuée par le COS selon le quotient familial tel que défini par son Conseil d'Administration, sont pris en charge par le COS.

Par ailleurs, pour le personnel de Brest métropole océane, de GUILERS, de GUIPAVAS, du syndicat intercommunal à vocation unique pour la gestion des EHPAD des Rives de l'Elorn, de PLOUZANE, et du RELECQ KERHUON, la gestion des Chèques Emploi Service Universel (CESU) pour l'attribution de CESU aux agents, au titre de la garde d'enfants de moins de 3 ans est confiée au COS. Cette attribution sera effectuée selon les états transmis par la Direction des Ressources Humaines de Brest métropole océane des collectivités partenaires précitées, qui instruira les dossiers de demande de CESU.

Les collectivités partenaires ci-dessus citées procéderont au remboursement du montant des valeurs faciales et des frais de gestion payés par le COS à l'émetteur des Chèques Emploi Service Universel (C.E.S.U.).

Fait à Brest le :

Le président de Brest métropole océane,

François CUILLANDRE

Pour le Maire de Brest, la première adjointe,

Bernadette ABIVEN

Le Président du COS

Jean Luc MINGAM

Le Maire de Bohars

Armel GOURVIL

Le Maire de Gouesnou

Michel PHELEP

Le Maire de Guipavas

Alain QUEFFELEC

Le Maire de Guilers

Pierre OGOR

Le Maire de Plouzané

Bernard RIOUAL

Le Maire de Plougastel-Daoulas

Dominique CAP

Le Maire du Relecq-Kerhuon

Yohann NEDELEC

Le Président du syndicat intercommunal à vocation unique pour la gestion des EHPAD des Rives de l'Elorn

Alain QUEFFELEC